

Tribune socialiste

TS



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE 3 F 50
n° 660, du 7 au 14 Juin 1975



Sommaire

- **ECONOMIE :**
Rafistoler pour durer p. 4-5
- **POLITIQUE :**
PC-PS : par Portugal interposé... p. 6
Les GAM choisiront-ils ?
le Watergate français p. 7
- **SOCIAL :**
CFDT : le cimetière des idées reçues? p. 8
« Amaury ou nous » p. 9
PTT : six mois après p. 10
- **QUE LA FETE COMMENCE** p. 11 à 14
- **INTERNATIONAL :**
Portugal : à propos du « Republica » p. 15
Espagne : la fin du règne p. 16-17
RFA : « Etat de Siège » ? p. 18
- **FEMMES :**
Après le congrès du Planning p. 20
- **TV : les Rosenberg** p. 21
- **ARMEE : au trou** p. 22
- **FOOTBALL : la faillite du sport spectacle** p. 24

Cinéma 75

N° 199 - JUIN

CINEMA PORTUGAIS : TOUT COMMENCE...

EISENSTEIN ENFIN TRADUIT EN FRANÇAIS

CINEMA ET HISTOIRE : CE N'EST QU'UN DEBUT

CINEMA BELGE : EN EVOLUTION

Et toute l'actualité : les films, les festivals, les polémiques, etc...

En vente partout : 8 F



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert
HERCET - Alain TLEMCEN

Comité de rédaction :

Victor FAY, Jean CEVENNES, André
LAUDOUEZ, Maurice NAJMAN, Jean
PATERMAT, Yves SPARFEL, Jacques
THIBAUT, Jean VERGER, Corinne
WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - Administra-
tion : 566.45.37 - Publicité : REGIE-
INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Rédaction en chef :
Philippe MARIELIE

Secrétariat de rédaction : Monique
GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-
Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS
Pour tout changement d'adresse, joindre la
dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer
la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F
pour six mois. Soutien : 150 F

CADET-PHOTO-COMPOSITION-75009 PARIS
Imprimerie : ETC - 76190 Yvetot.

Courrier



une lettre de Jean-Luc Hennig

Après 13 heures de cours à Nancy en janvier, et sur la seule plainte de trois parents... sur 93, sans qu'on ait jugé utile de rencontrer les parents, les profs et élèves, j'ai été suspendu de mes fonctions, d'autorité, avec demi-traitement. Le 26 mai, après mon passage devant une Commission paritaire (!) nationale où membres de l'administration et conservateurs du SNALC sont majoritaires, le ministre m'infligeait une sanction d'exclusion de quatre ans sans traitement, et... sans possibilité de m'inscrire au chômage !

Il importe d'abord de signaler l'illégalité de la mesure. Le ministre n'a pas

vient de paraître critique socialiste n°22

- M. MOUSEL : la leçon portugaise
- P. NAVILLE : les contradictions PC-PS
- Y. CRAIPEAU : le CERES et la transition
- V. FAY : à propos du problème national
- P. GARRIGUES : le club de Rome dans la lutte des classes
- J.-F. ROUGE : la politique sportive de la Vème République

en vente 10 F aux Editions Syros
9 rue Borromée 75015 - Paris
Abonnement : 50 F pour 6 numéros.

Calendrier politique

● Chrétiens critiques

Les 7 et 8 juin se tiendra la première assemblée générale du mouvement des chrétiens critiques à Versailles, Centre Huit : 8, rue de la Porte Buc. L'assemblée discutera les objectifs du mouvement et se dotera d'une organisation plus propice au développement de son action.

● Amnesty International

La section française d'Amnesty International organise une soirée au bénéfice du mouvement où chanteront et joueront Gwendal (groupe de musique celte), et Marcos Velasquez (Chanteur uruguayen). Mercredi 11 juin à 20 h 30. 61, rue Madame Paris 6e

● Santé

Encore trois jours de débat de la semaine d'information sur les problèmes de la santé, animée par des membres du GIS et des militants ouvriers de différentes entreprises :

Vendredi 6 : Les vrais motifs de ce que le patronat appelle « l'absentéisme »

Samedi 7 : Quelle médecine voulons-nous ?

Dimanche 8 : projection des documents audio-visuels et des débats de la semaine

Liaisons directes - 4, rue d'Aligre - Paris 12^e

● Soutien au MFA

A l'occasion de la venue à Paris de Costa Gomes, président de la République portugaise, les travailleurs portugais émigrés en France appellent à une grande manifestation de soutien au MFA, le 7 juin à 16 h à la sortie du métro la Pompe pour aller à l'ambassade du Portugal, rue Noisiel.

● IDS

« Un syndicat de soldats pour quoi faire ? ». C'est le thème du meeting qu'organise Information pour les Droits des Soldats (IDS) le jeudi 12 juin à 20 h 30. Salle de l'AGECA - 177, rue de Charonne - Paris 11ème.

statué, comme l'exige l'article 32 du statut général des fonctionnaires, dans le délai réglementaire de quatre mois, soit avant le 15 mai. Ce qui entraîne d'office le bénéfice de mon plein traitement (avec les arriérés) et la réintégration immédiate dans mon poste. Théoriquement. Mais la loi, on le sait, est au service du pouvoir, non du peuple : tout en accordant volontiers le droit au plein traitement, il se permet le plus souvent de sanctionner après le délai réglementaire, même si la sanction... annule les bénéfices accordés !

Autrement dit, la loi est si vicieuse que théoriquement la situation « doit être définitivement réglée » en 4 mois, et que, pratiquement, elle peut l'être n'importe quand, au mépris de tous les droits (...). Sans qualification autre, je suis livré au marché de l'emploi, donc au hasard d'improbables propositions de travail.

Mais je voudrais parler aussi de la légèreté du motif d'exclusion. J'aurais par mon comportement gravement perturbé le fonctionnement du bahut. Quelle dérobade ! En fait, ce qui a paru intolérable, c'est l'orientation idéologique de mon enseignement (contre l'apprentissage d'une morale de l'individualisme, de la compétition, de l'obéis-

sance ; ouverture à toutes les réalités quotidiennes, sociales, politiques et sexuelles), et surtout, la volonté de démonter publiquement les mécanismes répressifs de l'institution-école : sa fonction de dressage des corps, de censure dans la parole, de répression des luttes. C'est donc en fait ma Lettre ouverte au ministre (parue en janvier dans la presse) qui est ici jugée, comme pratique de rupture dans l'institution, comme signe d'un contre-pouvoir.

Et si je suis aujourd'hui exclu pour quatre ans (avec pour prétexte une explication de vingt lignes de Robbe-Grillet !), c'est par peur, peur de la contagion. Il y a aujourd'hui en France des centaines de « sorciers », de « pestiférés », de « fous » qui supportent de plus en plus mal ce régime pénitentiaire de l'école, et qui le hurlent. Ce sont des élèves, des pions, des maîtres-auxiliaires... et quelques titulaires, encore trop peu ! Et des parents, et des travailleurs, qui comprennent la fonction actuelle de l'école : un instrument de division sociale, mais surtout un moyen d'emprise idéologique, où l'on vous force à des habitudes de vie, à des valeurs, à des modes de pensée pourris. C'est ça le plus grave, c'est ça le pouvoir obscène !

J. L. HENNIG. ■



le défi

A Orléans, le PSU a réappris à se contrôler lui-même. A Amiens, il a décidé de confirmer son projet fondamental : l'instauration du socialisme autogestionnaire. Il ne s'agissait pas pour lui de jouer au prophète ! Dans la réalité de la France d'aujourd'hui, il a voulu prendre en compte les aspirations qui, confusément à l'époque du manifeste de Toulouse, de façon plus explicite de mois en mois, émergeaient des luttes nombreuses qui ont jailli partout et sur tous les terrains. De LIP au MLAC, de Cerisay au Larzac, en passant par Fessenheim, ces luttes ont confirmé tant sur le fond que dans leurs formes la détermination des travailleurs à prendre en main leur destin. Dans ce combat, pour mettre à bas la chappe de plomb du capitalisme qui empêche la vie, l'axe unifiant du contrôle ouvrier et populaire est déterminant.

Cette stratégie — qui puise sa source dans l'aspiration fondamentale du mouvement ouvrier depuis son origine et qui a été enrichie par Mai 68 — n'a pourtant pas manqué de heurter les habitudes acquises et de remettre en cause quelques légitimités sclérosées. De ce fait, bien qu'essentiellement unitaire — la courte histoire de notre parti en dit long à ce sujet —, notre démarche a suscité rancœur, voire hostilité, dans un certain nombre de secteurs du mouvement ouvrier organisé.

Tout n'a pas été rose dans la dernière période. Pour le PSU, ça n'a pas été toujours la fête ! Des tentations de nier jusqu'à son existence même se sont faites jour. Eh oui, remercier son « sauveur suprême » expose à quelques risques...

De plus, fonder son combat sur l'unité populaire sans vouloir la réduire à un programme commun de gouvernement, miser sur l'auto-organisation des masses et

leur capacité d'acquisition politique, tel fut notre itinéraire... La porte a pu paraître étroite.

Pourtant le débat vigoureux engagé aujourd'hui prouve que le PSU est devenu adulte. Mais nous n'avons pas la prétention de croire que le PSU tel qu'il est correspond à son projet politique. Il doit encore plus se tourner vers l'extérieur pour apprendre, à l'écoute des masses, à préfigurer dans ses structures la société autogestionnaire que nous voulons construire.

Oui, le PSU doit se dépasser lui-même, se dépasser certes en se transformant, mais aussi en se renforçant tant les enjeux auxquels nous devons faire face sont capitaux. Cela, il faut le dire, même en faisant violence à la modestie et à la pudeur habituelles que les militants du PSU manifestent à cet égard.

La fête que le PSU a décidé d'organiser à la Courneuve constitue elle-même un enjeu. Avant même qu'elle ait eu lieu, elle est d'emblée politiquement située... Dans le cadre de la lutte pour la liberté d'expression à la suite de l'interdiction scandaleuse du terrain de Meudon. La fête ne doit pas constituer un relief dans une vie morne et plate. La fête devrait être synchronisée des périodes les plus actives de notre lutte pour changer la vie. Préfigurant, par là aussi, le type et le mode d'existence que nous voulons instituer. La fête viendra parfaire notre volonté de lutte pour l'autogestion.

Nous n'avons qu'un goût modéré pour les commémorations, surtout lorsque la bourgeoisie s'est arrangée pour vider les événements célébrés de leur sens. Affirmation de notre volonté militante répétée, la fête sera notre manière à nous de célébrer le 15ème anniversaire du PSU.

Alain TLEMCEN ■

le tout est de tout dire

Tribune Socialiste sera, bien sûr, présente à la fête du PSU. A notre stand, l'équipe rédactionnelle sera, en permanence, à la disposition des lecteurs pour engager avec eux une confrontation, dont, pour notre part, nous attendons beaucoup.

Il n'est pas toujours facile de faire un journal de parti qui ne soit pas un journal de « boutique ». TS n'est pas un hebdo qui mette son drapeau dans sa poche : c'est, clairement, l'organe du PSU. Mais nous concevons, bien sûr, notre travail comme avant tout dirigé vers tous ceux qui, sans être « encartés », sont partie prenante de la lutte socialiste et autogestionnaire, ou sont attirés par les idées que nous défendons.

Dans cette perspective, la discussion incessante avec ceux pour qui TS est faite est une de nos préoccupations essentielles. Et il est vrai que, pris dans les tâches quotidiennes, l'équipe responsable de TS ne consacre pas assez de temps à ce débat. La fête de la Courneuve, ce week-end, devrait être un moment privilégié — et un point de départ — pour une telle rencontre.

Pourquoi, nous aussi, n'aurions-nous pas nos journées « portes ouvertes » ? Alors, amis et camarades, vous qui lisez ces lignes, prenez-nous au mot : venez nous voir ! Nous attendons vos critiques, vos informations, vos suggestions.

Portant d'abord sur le journal du PSU, notre réflexion collective — qui se prolongera dans ces colonnes durant les prochaines semaines — devrait aussi, nous semble-t-il, aborder plus largement les problèmes touchant à la liberté de l'information dans notre pays.

L'actualité nous y invite instamment. Au Parisien Libéré, des travailleurs ont engagé une lutte dure et incertaine contre l'un des patrons de presse les plus réactionnaires, les plus féodaux (voir notre article en page 9).

A France Soir, une rédaction à qui l'on tente d'imposer sans aucune concertation » un nouveau direc-

teur en la personne de Jean Gorini, rescapé d'Europe 1 via RTL, prend peu à peu conscience du faible poids qu'elle représente par rapport au trust Hachette.

Dans l'audio-visuel, où s'installent des petits chefs du type du redoutable Perrier à France Inter, rescapé de Minute via l'Express, le poids du pouvoir politique n'a jamais été aussi présent.

Cette situation de « crise » économique des entreprises de presse, de mainmise de l'Etat sur une part croissante de l'information, exige à l'évidence des ripostes collectives qui soient à la mesure de la gravité exceptionnelle de la situation.

Elle suppose aussi que ces ripostes soient annonciatrices des solutions que nous préconisons, pour demain, pour la société de transition.

A cet égard, nous ne devons fuir aucun débat brûlant. Ni avec ceux qui, dans des organisations syndicales ou au sein des « sociétés de rédacteurs », posent les problèmes d'information en termes strictement « corporatistes », ni avec ceux qui nous croient gênés (bien à tort : voir notre article en page 15) par la question posée au mouvement ouvrier par l'affaire Repubblica.

Au nom de quoi les journalistes, les travailleurs des organes de presse décideraient-ils, seuls, de l'existence et du contenu des journaux ? Ne serait-ce pas là une vision bien étriquée, et pour tout dire, déformée, de l'autogestion ? Ne serait-ce pas refuser de considérer les journaux pour ce qu'ils doivent être : non pas la propriété de quelques équipes, mais des organes d'information et d'expression pour le peuple, c'est-à-dire pour ses différents courants de pensée ?

Oui, à l'occasion de cette fête, placée sous le signe de la liberté d'expression, sachons discuter sur nous-mêmes. Dans le domaine de l'information aussi, sachons, comme nous y invitait le poète, « colorer le mot révolution ».

Gilbert HERCET ■

quand les clignotants

Les grandes déclarations gouvernementales et la débauche des initiatives présidentielles ne changent pas grand chose à l'aggravation de la crise économique. Les manifestations de reprise dans les grands pays industriels, maintes fois annoncées, tardent à se concrétiser. Jusqu'à la publication du dernier indice des prix par l'INSEE (+0,9 % pour le seul mois d'avril), le gouvernement pouvait encore se targuer d'avoir atteint son objectif de freinage de l'inflation. Aujourd'hui, les clignotants du chômage, de l'inflation, de l'ensemble des facteurs de l'activité économique restent obstinément allumés sur la console du « tableau de bord » de Fourcade.

❖ L'optimisme de ce dernier, qui annonçait lors de la préparation du budget de l'Etat pour 1975 une croissance presque normale de 4 à 5 %, a fondu au fil des mois. Fourcade reste le seul à tabler aujourd'hui sur une croissance de l'ordre de 2 %.

Sans faire bien sûr l'apologie de la croissance à la japonaise, il va de soi que cette récession ne va pas améliorer, dans le cadre du système capitaliste, la situation de l'emploi dans les mois qui viennent. Une situation qui risque de devenir d'autant plus explosive que 400 000 à 600 000 jeunes vont se présenter sur le marché du travail, sans perspective d'embauche, après les vacances de l'été.

Conscient des « coups de grisou » que ris-



que de provoquer la conjonction d'indices aussi défavorables, le gouvernement vient de mettre en place un dispositif destiné à limiter les vagues du chômage et à calmer la hausse des prix par des mesures autoritaires.

En ce qui concerne l'emploi, l'objectif des

mesures annoncées mardi par Chirac est d'une part de réduire la durée d'activité par l'abaissement de l'âge du départ à la retraite, la diminution de la durée hebdomadaire de travail et l'extension du travail partiel, et, d'autre part, de diminuer les offres d'emploi en allongeant la scolarité ou la formation des jeunes à la recherche d'un premier emploi et en incitant les femmes à rester dans leur foyer. Ce ne sont pas les « stages parkings » de six mois et un péage mensuel de 500 F qui donneront du travail aux jeunes. Mais le gouvernement pourra une nouvelle fois minimiser le chômage réel et reculer le jour où éclatera l'impoture de la société libérale avancée.

Réduire la demande d'emploi

Ces palliatifs ne visent qu'à réduire la demande d'emploi. Il est clair qu'ils ne sauraient résoudre globalement le problème du chômage.

Par ailleurs, l'abaissement de l'âge de la retraite sans réévaluation du taux des pensions est une douce plaisanterie. En tout état de cause, elle n'incitera pas les travailleurs à amputer volontairement leurs revenus surtout en période d'inflation élevée.

Quant à la diminution de l'horaire légal de travail, cette mesure ne ferait que réglementer

« La Parole et l'Outil » ou le verbiage et l'éclectisme

Conseiller économique de François Mitterrand, figure de proue de la jeune et brillante technocratie progressiste, Jacques Attali fait recette depuis plus d'un an dans tous les débats où la crise est étudiée entre la poire et le fromage des cantines universitaires ou des grandes écoles.

❖ Après l'Anti-Economique (1) qui constatait dès 1974 et en 236 pages le décès de la science économique, La Parole et l'Outil (2) est un essai à la fois de diagnostic de la réalité sociale contemporaine et d'élaboration d'un modèle économique qui consacrerait la libération de l'homme, le tout également en 236 pages. La thèse de l'auteur est schématiquement la suivante. Jusqu'à présent, le système capitaliste a toujours réussi à dépasser ses propres contradictions en sachant « se fabriquer de nouvelles valeurs même provisoires et artificielles ». Aujourd'hui, le défi de la crise semble être hors de sa portée. L'impuissance des dirigeants des Etats capitalistes est « réelle et définitive ».

La société actuelle est de plus en plus envahie par une information multiforme. Sa finalité n'est plus que la poursuite de sa propre rationalité suicidaire.

Constatant à juste titre la mondialisation des « outils » (de production) qui dégradent l'énergie et l'information, Jacques Attali tente de définir la charpente d'une société autonome, qui ne serait asservie ni à l'impératif de la production ni « aux simulacres de l'information ».

Pour l'auteur, le monde est entré dans une nouvelle « erre » (traduisez errance) marquée par la faillite définitive de la doctrine keynésienne dont la crise actuelle serait le signe patent.

Encore convient-il de préciser que cette crise n'est que la première étape d'une transition — dont la durée ne peut être bornée avec une exacte certitude — d'un système « explosif », « centralisé », « hétérogestionnaire » et « bureaucratique » (le capitalisme) à un modèle « implusif » (sic !), « décentralisé » et « autogestionnaire » (resic).

Conversion rapide de l'auteur ou affinement d'une pensée particulièrement féconde et multiforme ?

Dans un article publié le 4 janvier 1975 dans le Monde, Jacques Attali préférerait alors parler « d'a-crise » : « Il n'y a pas encore de crise, au moins au sens que la médecine donne à ce mot ».

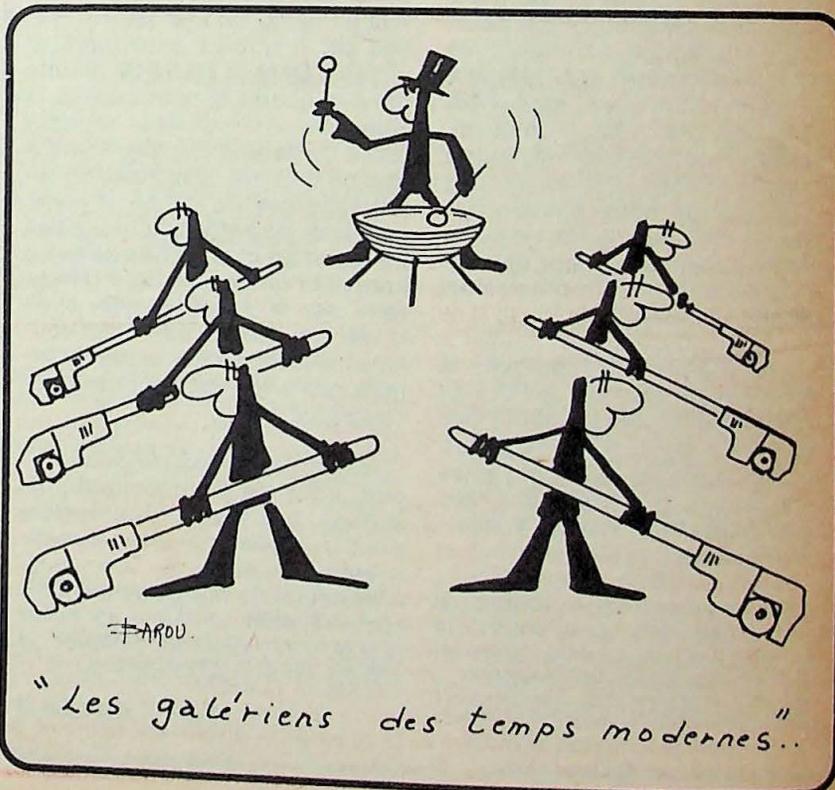
C'est que l'auteur, loin de limiter son exploration à l'Economie politique, utilise les apports les plus récents de la biologie, de la cybernétique, de l'électronique, de l'informatique, de la physique, de la sémiologie et j'en oublie. Admirable mé-

lange des genres qui vise à transcender la pauvreté conceptuelle de la science économique par un déluge de concepts allégoriques !

Partant des « lois de l'information non signifiante », « cybernétique », « sémiologique » et « inconditionnelle » pour aboutir à « l'auto-réorganisation » par « l'auto-organisation » basée sur les principes « de la dynamique relationnelle » en passant par la « pro-

duction explosive » puis de « l'accroissance implosive », le lecteur est saisi d'un vertige métaphysique que, seule, la béatitude astrologique pourrait estomper.

Si rien de ce qu'écrit Attali n'est faux en soi, le mélange des genres le conduit à une incroyable bouillie de chat. Il est regrettable qu'il n'ait pas utilisé plus à fond les puissantes ressources de sa nouvelle dialectique tautologique. Par exemple, il eût été



pour durer

s'allument...

un état de fait si elle n'était pas accompagnée du principe du maintien intégral du salaire. Enfin, l'extension du travail partiel est tout simplement inadmissible.

Fourcade n'hésitait pas à stigmatiser récemment l'absence de référence à la liberté d'entreprendre dans la charte des libertés élaborée par le PC. Aujourd'hui, il bloque autoritairement certains prix, notamment ceux de certains produits alimentaires et des services. Curieuse façon de promouvoir la libre entreprise !

Cependant, l'essentiel est ailleurs. Il faut bien constater qu'une fois encore le gouvernement n'agit pas au niveau des causes réelles de l'inflation, mais à celui de ses effets.

L'hypothèse de Charles Levinson sur l'inflation par les investissements et non par les coûts est fondamentalement juste. En d'autres termes, l'inflation est indispensable pour le « redéploiement », car c'est elle qui permet de financer le coût énorme des investissements nécessaires pour le développement de nouvelles industries hautement sophistiquées. Les firmes transnationales dominées par les USA sont les principales responsables de l'inflation actuelle. Les superprofits qu'elles réalisent à court terme plutôt que de les étaler sur une longue période leur permettent



de réinvestir massivement dans les nouvelles activités à très forte rentabilité.

Alors, un simple coup d'épée dans l'eau ? Non, car les mesures de Fourcade vont accroître les difficultés de la petite entreprise et hâter la concentration des secteurs d'activité

que le capitalisme français veut privilégier pour sortir de la crise.

faire illusion

Le gouvernement essaie de faire illusion en arguant de la solidité retrouvée du franc. Il convient de ramener l'arrogance du pouvoir à de plus modestes réalités.

Le redressement spectaculaire de notre monnaie s'explique autant par le rétablissement rapide de l'équilibre du commerce extérieur français que par l'afflux de capitaux étrangers attirés par des taux d'intérêts relativement élevés.

En effet, le retour à l'équilibre commercial a été atteint grâce à une diminution très forte de nos importations, au ralentissement de l'activité économique, à la baisse du prix des matières premières et à la plongée du dollar. De plus, la balance des comptes n'a pu être équilibrée qu'au prix d'importants emprunts sur le marché étranger.

A la limite, une diminution encore plus importante de nos importations permettrait de constater un solde positif de notre balance extérieure... au prix d'un chômage encore plus important.

La société libérale de M. le président est avancée. Pour l'instant, le bricolage est le seul modèle que Giscard ait su développer avec succès depuis un an.

Michel ETIENNE ■

intéressant de préciser que si l'expédience est à l'autogestion implosive ce que l'impédance (3) est à l'hétérogénéité explosive, le verbiage est au péda-nt ce que l'hilarité est au clown.

Imposture de la première à la dernière ligne, la Parole et l'Outil évoque davantage le bavardage et la suffisance qu'il ne constitue un outil de travail théorique original et radicalement nouveau, permettant comme le souhaiterait l'auteur de mettre en place « une nouvelle économie politique et une nouvelle politique économique ».

En tout état de cause, notre but est

moins d'« interpréter le monde » que de le « transformer » selon la formule toujours actuelle de Marx. Ce rappel méthodologique ne paraît pas inutile dans la mesure où Attali n'hésite pas à se comparer très modestement à Marx en concluant sa synthèse lyrique par cette phrase sublime : « ce long effort d'autodémystification (auquel Marx lui-même s'est souvent livré à propos de son propre travail) est absolument nécessaire aujourd'hui pour tous les économistes, s'ils veulent éviter de voir toutes leurs propositions théoriques caricaturées en dogme manipulé par un pouvoir dominant ou une caste sûre d'elle-même ». Il

reste à espérer que Jacques Attali fera une brillante carrière de psychanalyste de « l'explosion hétérogénéitaire ».

Je crains simplement que le divan de la politique ne le relègue au musée des curiosités touristiques. « L'heure est venue, en tout cas, pour les économistes d'apprendre et de parler le langage politique » (4).

Il paraît plus judicieux de préciser que l'heure est venue, en tout cas, pour les révolutionnaires d'apprendre et de parler le langage économique pour conclure que la place des

romanciers de l'Economie, est sous la Coupole et non sur le terrain des luttes politiques.

M.E. ■

(1) L'anti-économique par J. Attali et Marc Guillaume — P U F — Collection Economie en Liberté.

(2) La Parole et l'Outil de Jacques Attali — P U F — Collection Economie en Liberté.

(3) Selon le Robert, le terme impédance désigne « une grandeur qui est pour le courant alternatif l'équivalent de la résistance pour les courants continus ».

(4) Jacques Attali : « Pour une nouvelle doctrine économique » Le Monde du 21 juin 1974.

à propos de deux livres



Deux livres sur la crise : deux livres complémentaires. Celui de Michel Bosquet, *Economie et Politique*, (1) ne constitue qu'un recueil d'articles et de contributions parus depuis plusieurs années et qui prennent un relief saisissant aujourd'hui. L'autre, *La crise de l'impérialisme*, œuvre conjointe de Samir Amin, A. Faïre, Mahmoud Hussein et G. Massiah (2), s'attaque au problème de l'impérialisme. Dans ce dernier livre, la crise est définie (G. Massiah) comme celle des « conditions de reproduction élargie du capital à l'échelle mondiale, la crise de la division internationale du travail et des alliances de classes. » Malheureusement, à aucun moment, les origines de la crise, ses causes profondes, ne sont analysées.

Le livre de Michel Bosquet, en tant que recueil, n'a pas la prétention d'expliquer la crise sur le plan théorique (3). Cependant, en montrant les blocages de la machine capitaliste à tous les niveaux (automobile, difficultés de la croissance, rôle et limite des multinationales, croissance démographique et forces productives) et en mettant en lumière l'alternative « socialisme ou éco-fascisme » qui s'impose à nous, il donne sa véritable dimension à la crise.

Comme, de plus, le livre de M. Bosquet tente de tracer les grandes lignes de la problématique qui se pose à l'humanité, il ne risque pas de tomber dans les erreurs, les insuffisances ou le schématisme de *La crise de l'impérialisme*.

Leurs auteurs veulent en effet brosser un tableau complet des lignes de force qui partagent le monde : la division du travail née des rapports entre impérialistes est en crise. Les alliances de classe « social-démocrates » (c'est-à-dire la politique d'intégration de la classe ouvrière par la bourgeoisie) sont en difficulté ; la lutte de la périphérie (anti-impérialiste) a joué un rôle déterminant dans le déclenchement de la crise et dans les perspectives de victoire finale. Même si aucun de ces concepts n'est faux en soi, érigés en système ils donnent un tour dogmatique au discours (notamment dans le chapitre de G. Massiah : « division internationale du travail et alliance de classe »).

quelle crise ?

Si, comme nous le pensons, la crise actuelle est une crise du mode de production capitaliste et pas seulement une crise conjoncturelle, elle se traduit par une crise de l'impérialisme. Si, en revanche, on n'a pas déjà analysé la crise en tant que crise du mode de production, partir de la crise de l'impérialisme aboutit à masquer en partie sa signification. En fait, l'impérialisme est un rapport de forces, lui-même déterminé par les nécessités de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale. Ce sont les difficultés de l'accumulation sur un plan mondial qui s'expriment dans la crise. Ce qu'il convient d'analyser d'abord, ce sont les causes de la crise du taux de profit.

Il ne s'agit pas de reprocher aux auteurs du livre d'avoir eu une optique « politique » et non « économique ». Il n'y a pas d'explication « économique » de la crise. Le livre de M. Bosquet suffirait à lui seul à montrer que tous les choix du capital depuis 25 ans en matière d'accumulation sont éminemment politiques. Par ailleurs, la lutte de classe dans le monde a joué un rôle fondamental dans le processus d'accumulation et dans le déclenchement de la crise. Enfin, si la crise est bien celle du mode de production et de l'ensemble du processus de reproduction du capital, elle est une crise de la valeur et devient par là-même une crise de civilisation. Le mérite de M. Bosquet est de l'illustrer d'une manière éclatante. Quant au livre de Samir Amin, malgré ses lacunes, il mérite une lecture attentive et critique. Il représente en effet une contribution significative au débat qui s'ouvre.

Jean VERGER ■

(1) Ed. Galilée. Tous deux en vente à la librairie SYROS.

(2) Ed. de Minuit.

(3) Cependant il faut souligner l'importance de la préface qui, en deux pages, donne une analyse remarquable de la crise.

PC-PS



par Portugal interposé...

Les récents débats du PCF font apparaître des contradictions qui permettent de mieux saisir les difficultés auxquelles se heurte la stratégie de l'union de la gauche.

Jean Fabre, à la conférence du PC sur « la crise dans la société française, la crise dans le monde capitaliste », estime que cette crise « marque les limites historiques du mode de production capitaliste ». Elle atteint, poursuit l'orateur, au plus profond de la structure économique de la société et secoue toute la formation sociale capitaliste. Crise globale, crise de la société toute entière, et même crise de l'impérialisme dans son ensemble, telles sont les conclusions de la conférence, reprises par Georges Marchais.

Même si nous ne partageons pas la théorie du « capitalisme monopoliste d'Etat », nous portons sur la nature et la profondeur de la crise des appréciations semblables. Mais s'il en est ainsi, si nous nous trouvons en face d'une situation sans précédent, nous ne voyons pas comment la solution pourrait sortir de l'application d'un programme qui a été conçu dans une période où ses auteurs semblent encore croire à un capitalisme en expansion, et qui est totalement muet sur les problèmes posés par la crise. Aussi n'est-il pas étonnant que, tout en se référant au programme commun, les deux partenaires principaux de l'union de la gauche aboutissent à des interprétations divergentes qui nourrissent leur querelle.

Du côté de la direction du parti socialiste (1), on a tendance à traiter la crise comme un accident de parcours dû à une gestion particulièrement nocive de l'équipe dirigeante actuelle. D'où l'accusation de vouloir « gérer la crise ». Mais le PC lui-même se garde bien d'aller jusqu'au bout de la logique de son analyse. Car celle-ci devrait le conduire beaucoup plus loin que le programme commun.

Quand un mode de production a atteint ses limites historiques, ce qui est à l'ordre du jour, c'est son dépassement révolutionnaire et non un programme de réformes ayant pour but de pallier ses excès, et au mieux, de porter atteinte aux seuls monopoles.

De ce point de vue, le contenu des luttes qui se développent est beaucoup plus avancé. Il comporte, dans ses aspects les plus significatifs, la remise en cause du système capitaliste lui-même. Il porte en lui la revendication du contrôle ouvrier et la perspective de l'autogestion. La volonté de passer à un véritable mode de production socialiste grandit dans les masses à la mesure de la prise de conscience du caractère global et irréversible de la crise de la société actuelle.

De nouvelles contradictions se révèlent à la lecture du rapport de Georges Marchais au comité central des 28 et 29 mai. Celui-ci présente des deux alliés une image fortement contrastée.

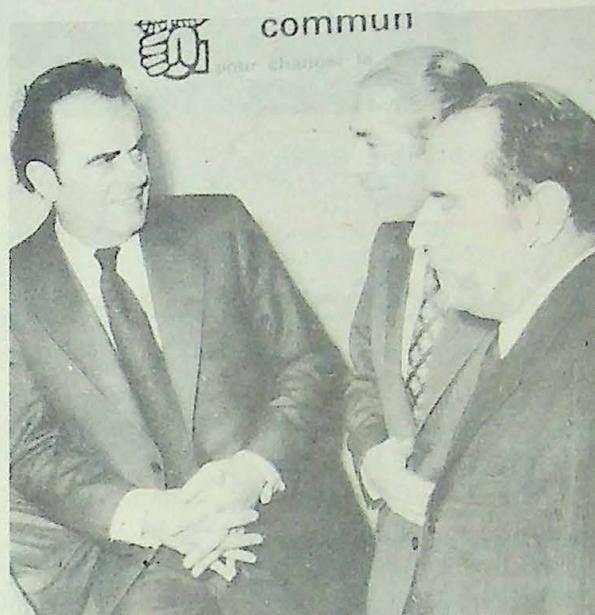
Quoi de surprenant si, entre deux partis dont l'un, selon le dirigeant du PCF, est voué par tout son passé, sa composition sociale et son absence de doctrine, à la collaboration de classe et dont l'autre, aux dires de Georges Marchais, a toujours été dans le droit fil de la lutte révolutionnaire et de la défense des libertés, de nouveaux obstacles se lèvent à chaque pas dans la voie de l'unité ?

La polémique qui vient de rebondir à propos de l'affaire du journal **Republica** illustre bien les équivoques et les limites de l'union de la gauche. En apportant son soutien à Mario Soares, François Mitterrand a-t-il fait seulement de l'anticommunisme, comme le lui reproche Paul Laurent ? En approuvant les initiatives les plus contestables des partisans d'Alvaro Cunhal, le PCF ne se met-il pas en contradiction avec sa récente « déclaration des libertés » ?

En fait, par Portugal interposé, c'est la lutte pour

l'hégémonie sur la gauche et le mouvement ouvrier français qui se poursuit, au détriment de la lutte commune contre le pouvoir. Celui-ci ne manque d'ailleurs pas l'occasion de s'engouffrer dans la brèche. Chirac fait donner la grosse artillerie de l'anticommunisme pour détourner l'attention de ses échecs sur le front de l'inflation et du chômage et faire oublier l'autoritarisme du régime. Les travailleurs, les militants ne sauraient assister passivement au développement d'une situation qui entrave l'essor de leurs luttes et renforce le pouvoir.

Les problèmes de l'unité les concernent au premier chef. Ils ne peuvent admettre que l'union se réduise à cette rivalité perpétuelle dans l'attente d'échéances électorales dont ils voient bien maintenant qu'elles n'apportent pas de solution aux contradictions majeures des partenaires du programme commun.



Le moment est venu d'ouvrir devant la classe ouvrière, devant les masses populaires, devant les militants des organisations politiques et syndicales, le débat décisif : sur quelles bases peut-on réaliser une unité offensive, une unité intégrant toutes les forces anticapitalistes : sur quel programme à la mesure des problèmes posés par la crise du système, avec quelle stratégie et quelles perspectives politiques répondant aux objectifs de la transition au socialisme ?

Les nouvelles discussions annoncées entre les partis de gauche resteront stériles si ces questions ne sont pas largement posées par les travailleurs.

Victor LEDUC ■

(1) Je reviendrai dans un prochain article sur le CERES et sur les importantes questions posées par la section Santé-Sud du PSU.

Vient de paraître Germinal

nouvelle série

- le monatar, pourquoi faire ?
- unité d'action en agriculture
- petite enfance en milieu rural, la maternelle
- APL-paysans
- viticulture, contre qui se bat-on ?

On vote au Havre

Une élection législative partielle a lieu au Havre, ce dimanche. Le candidat qui portera les couleurs du PSU explique ici dans quelles conditions elle se déroule.

Grâce à un savant découpage des deux circonscriptions électorales locales, la bourgeoisie havraise est parvenue jusqu'à ce jour à conserver pour l'un des siens une sinécure de député. Cependant, le score de la gauche se rapproche un peu plus de celui du représentant de la « majorité ».

Alors pourquoi des législatives partielles dans une circonscription dont la population ouvrière s'est considérablement accrue depuis 1973 et où les jeunes de 18 à 21 ans voteront nombreux ?

Pour répondre à cette question, nous devons remonter aux municipales de mars 1971 ; la droite havraise réussissait alors à présenter un front très large, regroupant l'ensemble des forces réactionnaires et « réformatrices ». Son échec fut d'autant plus retentissant.

Depuis, la bourgeoisie havraise n'a qu'un objectif : les municipales de 1977. Dans cette perspective, nos adversaires ont su tirer les leçons des municipales précédentes.

Pour faire bloc contre la gauche, il leur faudra alors :

- avoir une tête de liste qui soit une « personnalité havraise » et non une vedette parachutée, qui n'a aucune chance, compte tenu de la mentalité locale ;
- le docteur Georges, député sortant, ne pouvant plus être l'homme de la situation, il faut « fabriquer » une vedette havraise.

L'homme providentiel a été très rapidement choisi : c'est Antoine Ruffenacht (UDR), qui fut supplanté de Georges en mars 1973.

Pour avoir un maximum de chance de battre la gauche aux municipales de 1977, il faut que la population l'adopte comme Havrais « de pure souche » et qu'il soit député. Estimant la première condition remplie, la bourgeoisie havraise nous gratifie d'une législative partielle pour satisfaire à la seconde.

La candidature du PSU ne s'inscrit bien évidemment pas dans cette farce, mais dans une perspective politique très claire : il s'agit non seulement pour le PSU de se servir de la tribune qui nous est offerte mais de faire s'affirmer le poids du courant socialiste autogestionnaire au Havre.

Paul REGUER, Candidat du PSU ■



Les GAM choisiront-ils ?

Les débats qui ont eu lieu, les 24 et 25 mai à Gif-sur-Yvette, lors de la Xème rencontre nationale des GAM (Groupes d'action municipale), témoignent que les incertitudes qu'ont fait naître les « Assises du socialisme » ne sont pas dissipées. La tentation d'intégrer les GAM à la « grande famille socialiste » ne peut être ni rejetée, ni réaffirmée.

■ L'hypothèse a pesé sur l'ensemble de la rencontre. Le choix de l'ordre du jour, centré sur les problèmes internes alors que le gouvernement prétend relancer la construction des HLM et réformer le droit à la construction, la participation assez limitée des groupes de province sont significatifs à cet égard. Les GAM vont devoir tirer les conclusions de leur expérience.

Les Assises du socialisme n'ont pas débouché sur un mouvement pour l'autogestion. Mais elles ont donné au PS une autorité nouvelle sur des organisations nées en dehors du champ social-démocrate, comme les GAM. Mais, au-delà de ce succès momentané, la greffe paraît difficile. Pour nombre de sections du PS, en effet, les GAM n'ont apparemment aucun intérêt car ils sont étrangers à leurs préoccupations électoralistes.

Les GAM se trouvent ainsi dans une situation inconfortable, qui ne peut durer éternellement. C'est ce qu'ont traduit apparemment les discussions sur la charte, l'orientation et la composition des organismes dirigeants. Il s'est manifesté une opposition notable aux tendances à l'intégration. Certains groupes, notamment ceux de Meudon, Rueil et Villecresne, soulignaient que les GAM devaient constituer un contre-pouvoir dans la commune, comme les syndicats dans l'entreprise, sans bien entendu considérer de la même façon les partis de gauche et ceux de la majorité présidentielle.

Ce courant a eu un écho important. Mais il ne suffit pas à expliquer la réélection difficile du secrétaire général du mouvement, Robert de Caumont.

D'autres GAM, sans l'exprimer ouvertement, en seraient-ils arrivés à la conclusion que leur mouvement doit aller jusqu'au bout de la démarche et avoir une collaboration plus constante avec le PS, contrairement au souci d'autonomie réaffirmé par de Caumont ? L'équivoque subsiste.

Le mouvement des GAM va devoir le dissiper. Il a reporté cette conclusion à une prochaine rencontre, qui se tiendra dans quelques mois. Renoncera-t-il alors aux illusions sur la possibilité d'un grand mouvement pour l'autogestion ?

Le choix semble se réduire pour les GAM à devenir une organisation associée au PS ou à participer à la fondation d'un syndicalisme du cadre de vie. Cette dernière optique peut indiquer comment pourrait

s'effectuer une participation des GAM au mouvement pour l'autogestion.

Dans cette orientation, l'acquis des GAM pourrait être décuplé, car elle convergerait avec les conclusions d'une partie importante des associations familiales.

L'autre hypothèse conduirait vraisemblablement les GAM à leur disparition.

La lutte pour le contrôle et le pouvoir des travailleurs dans les communes est trop importante pour que les révolutionnaires partisans du socialisme d'autogestion soient indifférents au choix que les Groupes d'action municipale vont être amenés à faire dans les prochains mois.

Michel FIANT ■

Le « Watergate » français

■ Samedi 31 mai, la chambre d'accusation de Paris a confirmé l'arrêt pris par le juge Bernard, en mars dernier, destiné à permettre la confrontation des policiers de la DST, « les plombiers du Canard Enchaîné », avec un certain nombre de témoins. A l'heure où nous paraissons, il est fort possible que le ministère de l'Intérieur intente un pourvoi en cassation contre cet arrêt.

Ce serait une illustration fort cocasse de la manière dont Poniatsowski entend défendre les libertés : celle de ses services, contre celle des citoyens qui ont droit à toute la lumière sur cette affaire des « écoutes » du Canard Enchaîné, déclenchée en décembre 73 sous Pompidou, et dans laquelle se trouve impliqué l'ancien ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin.

Roger Wybot, qui fut directeur-fondateur de la DST jusqu'en 1958, était l'invité d'Europe 1 lundi 2 juin. Le journaliste lui demandait si, à son avis, les « plombiers inspecteurs » pouvaient avoir agi de leur

propre chef sans intervention supérieure. Roger Wybot qui connaît bien « sa » maison répondit un non catégorique.

Le journaliste lui demanda alors quelle était la nature de ces « interventions supérieures ». Roger Wybot expliqua qu'elles se situaient à un « niveau ministériel ».

A la question « quelles sont les sanctions encourues » par le ou les responsables, Roger Wybot répondit sans ambages : « la Haute-Cour »...

Gageons que Poniatsowski fera tous ses efforts pour éviter à son excellent collègue et ami Raymond Marcellin de terminer sa carrière (commencée comme fonctionnaire de Vichy) d'une manière aussi déplorable. Nous ne risquons pas encore de trinquer (au Julienas) avec nos amis du Canard Enchaîné en l'honneur d'un tel événement...

Jean VERGER ■

Vient de paraître

● PSU Documentation

le chômage sous-produit du capitalisme 6 F

● Le courrier des entreprises

- un premier bilan de la grève Renault
- les travaux de la Conférence nationale entreprise du PSU. 3 F

Commandes : éd. SYROS,
9 rue Borromée, Paris 75015

A.R.V.E.L.

Une association à votre service

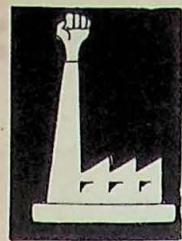
Il existe encore de vrais villages de pêcheurs !

Passez vos vacances à Valun, village yougoslave, logement chez l'habitant, repas collectif au restaurant, 2 sem. : 600 F. Réduction pour enfants

Autres formules de séjour, avec ou sans voyage en avion, logement en hôtel modeste ou confortable, en Yougoslavie, Autriche, Tunisie, etc... ;

Circuits : Tunisie, Laponie, Inde, etc...

ARVEL - 12A, Bd des Brotteaux, 69006 LYON. Tél. (78) 52.56.48.



A propos de « la CFDT aujourd'hui »
d'E. Maire et J. Julliard

le cimetière des idées reçues ?

« Il s'agit d'abord d'empêcher l'organisation de se transformer en un cimetière d'idées reçues. » Cette déclaration d'Edmond Maire et de Jacques Julliard dans leur livre, *La CFDT aujourd'hui* (1), est l'un des passages les plus perspicaces en même temps que l'un des plus contradictoires.

Un des plus perspicaces, car il est vrai que « l'héritage » du congrès de Nantes est partagé de façon très diverse et n'est pas encore devenu une « Bible ».

Un des plus contradictoires, car justement ce livre, qui se veut une réflexion politique de la CFDT aujourd'hui, fait plus référence à la CFDT d'avant les élections de 1974, qu'à la pratique syndicale et politique actuelle de l'organisation.

tour d'un livre. Mais si, comme les auteurs l'affirment, « l'autogestion n'est pas un idéal situé dans la nuit des temps », une réflexion sur l'année passée aurait été utile. Pour E. Maire et J. Julliard, le syndicat sert à mobiliser dès maintenant les travailleurs pour des objectifs de transformation de la société « qui seraient réalisables lorsque les conditions politiques en seront réunies. »

Quelles sont pour les deux auteurs ces conditions politiques ?



En effet, aucune leçon n'est tirée des engagements politiques pris il y a un an aux côtés du parti socialiste. Tout se passe comme si E. Maire souhaitait que ces décisions n'aient pas eu de conséquences. Or, aujourd'hui, ces conséquences se manifestent dans la pratique syndicale et dans le débat partis-syndicats.

Le dérapage, lors du conflit PC-PS, de la dynamique populaire née autour de la candidature Mitterrand, pose question à beaucoup de militants CFDT qui s'étaient clairement engagés avec la direction confédérale dans le processus d'unité populaire. Comme le débat continue dans les sections, on pourrait savoir gré à J. Julliard et E. Maire de ne pas vouloir l'influencer au dé-

Ce n'est pas, en tous cas, la tentative de créer une force révolutionnaire pour l'autogestion puisque pour eux « la division tranchée entre « la voie révolutionnaire » et la « voie électorale » est largement dépassée par la plupart des militants. »

quelles conditions politiques ?

Cette affirmation rejoint les ambiguïtés contenues dans le dernier chapitre du livre : « vers un socialisme autogestionnaire ».

Si, dans ce chapitre, des précisions fort intéressantes sont données sur l'analyse du capitalisme, sur la lutte anti-hiérarchi-

que et anti-bureaucratique nécessaire dès maintenant, on peut s'interroger sur les conséquences politiques qui en sont tirées. En effet, pour E. Maire et J. Julliard, la révolution politique est insuffisante pour tout modifier. Certes ! Mais peut-on pour autant réduire la transition au socialisme à la « constitution d'un rassemblement majoritaire pour le socialisme autogestionnaire à travers les luttes et la construction d'un processus où s'articuleraient ruptures et transformations ».

et l'appareil d'Etat ?

Que devient dans cette conception la nécessaire destruction de l'ordre ancien ? Que devient la destruction de l'appareil d'Etat ? Dans sa critique du programme commun, la CFDT avait souligné un manque d'analyse du PC et du PS à ce niveau. Elle avait souligné aussi que le développement des forces productives n'est pas un but en soi. Ces aspects sont gommés dans le livre, même si les auteurs constatent que bien des luttes continuent à porter en elles un projet de société autogestionnaire. Comment la CFDT les traduit-elle aujourd'hui ? Le sujet n'est pas évoqué.

Pourtant ces luttes sociales, la situation actuelle le prouve, sont éparpillées, alors que le mécanisme capitaliste garde toute sa capacité de faire fonctionner en même temps l'appareil de production, l'appareil idéologique et toutes les institutions sociales utiles au maintien de la reproduction de la force de travail (publicité, répression, hôpitaux, etc.).

Prétendre donc à un processus de transition coupé en rondelles (la politique et le social, l'idéologique et le culturel), c'est se condamner à oublier des objectifs unifiants qui soient autre chose que les annexes du programme commun ou la retraite à 60 ans, (ces derniers restant par ailleurs un moment tactique important).

Les conseils ouvriers butèrent en 1919-1921 sur cette manière d'envisager le changement. Repliés dans les usines, les ouvriers laissaient les structures de décision politique au pouvoir bourgeois. Il transparait dans ce livre un repli sur une conception de la transition vers l'autogestion qui vise à construire le « rassemblement conscient » en donnant le cas échéant un coup de pouce électoral aux forces de gauche. C'est sa principale faiblesse et le principal reproche que nous lui faisons.

Yves SPARFEL ■

(1) Publié au Seuil : en vente à la librairie Syros.

le congrès
de l'union
régionale
parisienne
de la CFDT

une
certaine
avancée...



Les 30 et 31 mai s'est tenu à Paris le congrès de l'union régionale parisienne de la CFDT, autour de deux thèmes :

— la stratégie de la CFDT et la transition au socialisme,

— pour une pratique syndicale de classe et de masse.

Alors que le bureau national penche pour une « transition lente » où la gauche traditionnelle installée au gouvernement a un rôle moteur, la gauche syndicale, représentée par des syndicats de branches diverses (SNORCO, affaires sociales, banques, RATP, Livre...) a fait nettement préciser dans la résolution générale que « dès la prise du pouvoir par les travailleurs, il faut entamer la destruction de l'appareil d'Etat et de ses piliers (armée, police, justice) ».

L'ensemble du congrès a placé la lutte pour l'emploi au centre de ses objectifs en précisant, par un amendement de SNORCO, le sens anticapitaliste de cette lutte : « En mettant l'accent sur la durée et les conditions de travail, l'augmentation des effectifs, ce n'est pas simplement pour le plein emploi que nous luttons mais également, et sans doute surtout, pour une autre façon de vivre. »

Cependant, les débats autour de la pratique syndicale ont surtout porté sur la question de « l'autogestion des luttes ».

Le congrès a affirmé que « pendant la durée du conflit, la section syndicale d'entreprise doit affirmer ses positions... et chercher les moyens à mettre en œuvre, pour une prise en charge collective du conflit, afin que la lutte soit menée avec et sous le contrôle des travailleurs. Ces moyens de prise en charge collective peuvent être multiples. Ils peuvent prendre la forme de commissions de travailleurs, d'intersyndicales, de comités de grève élus par l'assemblée générale des travailleurs de secteurs décentralisés par ateliers, bureaux, etc. »

Sur la démocratie dans le syndicat, le débat se poursuit malgré l'impressionnant tir de barrage déclenché aussi bien par les membres du PS que par les syndicats « a-politiques » (au nom du risque de voir se constituer des fractions). La résolution finale du Congrès invite les structures syndicales à en tenir compte.

A cet égard, faut-il rappeler que l'intervention des militants PSU ne se fait pas, et ne se fera pas, sous la forme de fractions organisées ? Il est clair que nous ne partageons pas ce type de pratiques.

En définitive, malgré la volonté de ne pas aborder plus à fond les problèmes de la transition et de l'auto-organisation des luttes, ce congrès montre une certaine avancée de l'ensemble de la CFDT et d'une importante gauche syndicale.

sidérurgie: grève rampante ou grève poumie ?

La journée nationale du 27 mai dans la sidérurgie n'a pas eu l'ampleur espérée. Préparée dans une certaine précipitation, sans popularisation réelle, cette journée n'avait que peu de chance de renverser un rapport de force tendu à l'extrême.

De gré ou de force, il a fallu revenir à des actions sectorielles dans les entreprises de la sidérurgie. Aussi, depuis une semaine, les arrêts de travail frappent à tour de rôle les différents secteurs, que ce soit à Usinor-Dunkerque ou à Sacilor-Sollac en Lorraine, pour les salaires, contre les sanctions.

Ces grèves-bouchons, qui ne sont pas forcément négatives, évitent un trop grand découragement. Elles permettent surtout aux travailleurs de faire le point (critique et auto-critique) devant l'ensemble des salariés et non pas devant les seuls syndiqués.

Certains secteurs obtiennent satisfaction là où l'action collective n'avait pas abouti. C'est pour les patrons une façon de diviser, bien entendu. Mais l'arme peut être retournée contre ses auteurs car ce qui a été obtenu ici, pourquoi ne le serait-il pas là ? De plus, ces actions conduisent les directions à user du lock-out et, par conséquent, elles provoquent indirectement la riposte élargie des lock-outés.

Les négociations de cette semaine (mardi pour Usinor, mercredi pour Sacilor) ont été elles-mêmes un frein à l'unification des secteurs en lutte. Leur absence de débouchés victorieux était dès lors prévisible. Les quelques assurances sur le chômage partiel ne peuvent pas convaincre. D'autant moins que (ce n'est sans doute pas un hasard) les patrons de la CEE font savoir que la demande d'acier dans l'Europe des Neuf a baissé du tiers au cours du premier trimestre 1975.

Malgré ces bévues, les travailleurs d'Ugine-Acier à Fos-sur-Mer ont poursuivi leur mouvement. Ils ont enregistré un premier succès en obtenant du tribunal la non-inculpation de dirigeants syndicaux cités à comparaître pour « entrave à la liberté du travail ».

M.C. ■

la grève du Parisien Libéré

« Amaury ou nous... »

L'épreuve de force engagée entre les patrons de la presse, Amaury en tête, et le syndicat du Livre continue. L'intransigeance de la direction du **Parisien** peut s'expliquer d'une seule façon : les revendications des travailleurs sont en cause, certes, mais avant tout, il veut casser le syndicat.

Mercredi 4 juin, des dizaines de milliers de travailleurs, à l'appel de la CGT et de la CFDT, étaient dans la rue pour soutenir leurs camarades du **Parisien**. TS s'est entretenu avec des militants du groupe « Livre » du PSU. Voici leur témoignage.



C'est Amaury ou nous. Cela, tous les travailleurs du Livre le savent. Alors l'affrontement prend nécessairement une forme violente. Il veut briser notre résistance. Nous voulons briser sa prétention.

L'objectif aujourd'hui, c'est d'empêcher la vente de l'édition pirate. Pour cela, depuis plus d'une semaine, nous sommes plusieurs centaines, mobilisés toutes les nuits. Toutes les routes et autoroutes venant de Belgique sont surveillées, grâce aux renseignements donnés par les camarades belges.

Dans les équipes, les ouvriers s'organisent collectivement pour dégager un certain nombre d'entre eux, par roulement, pour qu'ils soient disponibles. Nous sommes en liaison téléphonique permanente avec le syndicat qui nous donne les informations.

Mais Amaury fait maintenant transiter ses journaux par des avions qui atterrissent sur le terrain militaire du Bourget. Il s'agit donc maintenant d'intercepter les journaux immédiatement après la ventilation.

Nous essayons de connaître les lieux où les camions débarquent le matériel. C'est difficile, car ça change tous les jours. Une fois, c'est un parking, une autre, c'est un péage d'autoroute, etc.

Les camions sont escortés par la police, mais pas les camionnettes, qui sont dès lors plus faciles à « coincer ».

De nombreux camarades ont été interpellés pendant ces actions et certains sont inculpés pour vol.

Quelquefois ça ne se passe pas facilement, comme à Billancourt, le 28, où des ouvriers de Renault sont venus manifester devant le commissariat pour la libération de 15 camarades... qui ont été libérés. Une manif s'est formée, spontanément, après.

Ces actions dures mobilisent les travailleurs. Le 27, par exemple, au meeting central, le secrétaire du syndicat a fait appel au renforcement des équipes qui surveillaient des points à St-Ouen et au péage de Surveilliers, car la police arrivait. Immédiatement, plus de 30 voitures pleines de militants sont parties.



Des exemplaires du « Parisien libéré » répandus sur la chaussée d'une rue du 20^e arrondissement à Paris.

D'ailleurs, l'attitude des policiers est plutôt embarrassée ; il y a beaucoup de discussions avec eux, autour d'un café souvent.

Résultats de ces opérations : beaucoup de journaux « perdus » et de toute façon un grand retard dans la distribution (en banlieue, le « Belge » n'est pas dans les kiosques avant 10 ou 11 heures du matin).

Ce qui est très encourageant, c'est la solidarité de classe qui se développe. Les journalistes de toutes les confédérations, les ouvriers qui le 27 à Vitry nous ont aidés à bloquer les camions, ceux

qui au parking de Paris-Nord se sont couchés par terre pour empêcher les camions de partir, etc. A part les jaunes du « socialiste » Bergeron, tout le monde nous soutient.

La Fédération graphique internationale (adhérente à la CISL comme FO !) qui représente 850 000 travailleurs de 40 pays a pris fermement position. En Belgique, plusieurs imprimeries ont été occupées (il y a eu des affrontements avec la police). Il y a même eu des manifestations de rue, curé de village en tête, comme à Nivelles.

Aucune négociation n'est en vue. C'est l'épreuve de force.

Amaury monte, à St-Ouen et Chartres, deux imprimeries avec FO. Et malgré les nervis qu'il a engagés, malgré les chiens policiers, nous ne le laisserons pas faire.

Les travailleurs sont très déterminés. En assemblée générale du **Parisien**, certains ont proposé de sortir leur édition, vraiment libérée. Mais la direction du syndicat est contre : raisons « techniques » et surtout « il ne faut pas sortir de la légalité »...

C'est pourtant possible et la légalité, c'est Amaury qui la viole ! ■

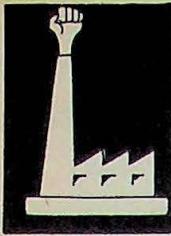
RECTIFICATIF

A la suite de mon article sur les cadres (TS n° 659), Roger Faist me fait remarquer que je l'ai mis nominativement en cause à propos de l'utilisation du fichier de l'UCC-CFDT pour la préparation des assises du socialisme.

Je tiens cette information de Solidarité ouvrière n° 44-45 — non démentie jusqu'à présent — que j'ai donc considérée comme bonne. Il est vrai que je le mets en cause personnellement alors que son nom n'apparaît pas dans l'article de S.O.

J'ai pensé naïvement, que l'utilisation de ce fichier ne se faisait pas sans l'accord du secrétaire général. Roger Faist dit le contraire, j'en prends acte !

Alain MAMOU-MANU ■



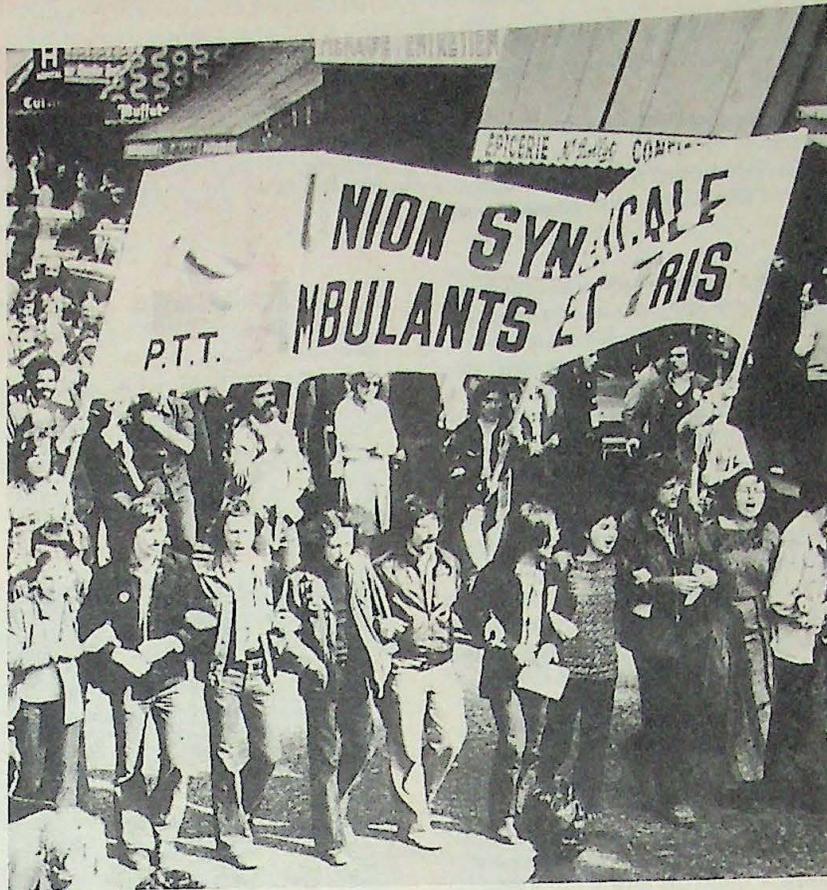
PTT : Six mois après

La façon dont la grève d'octobre-novembre 74 s'est terminée dans les PTT a montré que les postiers ne s'avouaient pas vaincus. La lutte contre la poste parallèle n'a pas cessé ; il y a eu dans certains endroits une action directe pour empêcher tout chargement ou déchargement des camions privés. Les salariés ont réduit les cadences pour protester contre le non-paiement des jours de grève. Des luttes locales se sont développées rapidement : à Avignon-gare, les postiers ont fait grève pour s'opposer à la mise en place d'une nouvelle brigade de tri de 17 h à 24 h.

Aussi le 26 mai, quand il a été demandé aux postiers de Paris-Brune de trier le **Parisien Libéré**, ils ont refusé. Remarquable exemple de solidarité ouvrière et du même coup, belle giflette au gouvernement qui pensait bien avoir maté les postiers pour longtemps.

La répression n'a pas entraîné : sanctions administratives contre les rebelles et envoi des forces de police au centre de tri. Conscients du fait que la meilleure preuve de solidarité entre salariés est de se battre sur des revendications unifiantes, les postiers de Brune, 24 h après leur débrayage, reposaient leurs propres revendications. Peu après, entraînés dans le mouvement les travailleurs de la gare du Nord, de Montparnasse, des centres de tri intérimaires mis en place pendant la dernière grève (Gennevilliers, Créteil, Melun, Trappes, Pontoise) et certains centres de province comme Toulouse-gare...

La décentralisation des centres de tri qui devait permettre un contrôle des postiers, et donc de l'acheminement du courrier à



plus bas prix (100 % d'auxiliaires dans les centres de tri intérimaires), s'avère un échec. Les travailleurs de ces centres refusent l'arbitraire de leur embauche. Ils ont rejoint le combat pour la défense de la plate-forme revendicative des centres de tri, notamment pour la titularisation des auxiliaires.

Un nouveau conflit d'envergure dans les PTT se prépare donc aujourd'hui. Le pouvoir a donc accepté, très vite, de négocier.

Achille Fould est en voyage mais son cabinet trouve quand même le moyen de donner des

réponses. Le vendredi 30 mai, du lest était lâché. Peu, certes, mais c'est tout de même un recul : contrats d'auxiliaires portés de 3 à 6 mois et renouvelables pour une durée indéterminée ; suspension des sanctions.

La grande masse des postiers hésite à se lancer dans une nouvelle grève d'envergure car ils veulent être sûrs que leurs organisations ne s'arrêteront pas à mi-chemin. Ce qui se passe aujourd'hui dans les centres de tri prouve, toutefois, que la combativité demeure intacte.

Anne CANTOU ■

halte à la Seagram

A Pizay, les vignerons du Beaujolais, ouvriers et exploitants, luttent ensemble pour défendre leur emploi. C'est le processus classique de l'implantation d'une firme multinationale en France par l'achat des actions d'une société à son patron et principal actionnaire, qui est à l'origine des faits.

En 1971, le trust de distillerie et de vente de vins le plus puissant du monde, la société Seagram, devient propriétaire du domaine de Pizay en plein Beaujolais. Au bout de trois ans, le sieur Alain de Gunzburg, Pdg de Seagram et administrateur de la banque Dreyfus, limoge l'ancien Pdg, le régisseur du château ; il veut moderniser et rentabiliser au maximum son entreprise vinicole !

Il remplace les ouvriers qualifiés par des OS, supprime des emplois, restructure son entreprise. Les ouvriers créent une section CFDT mais le patron licencie le responsable syndical.

Devant le refus de la Seagram d'annuler cette décision, les ouvriers décident en pleine vendange de se mettre en grève. Ils appellent à la création d'un comité de soutien qui réunit les syndicats CFDT, CGT, la FDSEA, les métayers, les Paysans-travailleurs, le MODEF, et la plupart des organisations viticoles du Beaujolais.

L'action conduit à l'épreuve de force entre tous les travailleurs de la région, qu'ils soient salariés ou producteurs, contre un patron de choc qui les exploite tous à des niveaux différents. Le patron dit : « je préfère perdre une récolte que réintégrer J. Cutroue », le délégué licencié.

Des ventes de vins de Pizay ont lieu cette semaine à Paris ; nous espérons qu'ils pourront organiser une vente militante à la fête du PSU, à la Courneuve, les 7 et 8 juin.

Maguy GUILLIEN

Assistance publique de Paris

une pastille au cœur de la grève

A la suite de la grève de novembre 1974 dans les hôpitaux, le gouvernement avait été obligé de céder en partie. Depuis quatre semaines à nouveau, les spécialisés sont en grève pour l'obtention de 250 F d'augmentation, la levée des barrages entravant les carrières et la retraite à 55 ans.

Ils sont environ 4 000 à travailler dans les hôpitaux de l'Assistance publique à Paris, dans les labos et les services de radio où ils effectuent les examens prescrits par les médecins. Le mouvement est parti de la base. Décidés à prendre leurs affaires en main, les grévistes ont élu des comités de grève et les ont coordonnés. Seule la CFDT leur a apporté son soutien actif. La direction de la CGT, pour sa part, a tout fait pour les isoler : boycott des AG, tract assimilant la lutte à celle des Lip menée par les gauchistes !

Seulement, à l'hôpital, il n'est pas question d'arrêter purement et simplement le travail. Les comités de grève et les travailleurs réunis en AG ont mis l'imagination au pouvoir : ils ont constitué un **trésor de guerre** en stockant les fiches GAMM (informatique) qui servent à la facturation des examens et représentent plusieurs dizaines de millions de francs. Ils ont réduit les cadences en n'effectuant que les urgences.

Trésor de guerre

Mais voilà, ces messieurs les patrons — qui sont incapables de faire le moindre diagnostic sans des examens exécutés par les spécialisés — ont fait coller des « pastilles jaunes » (urgence) sur tous les examens. Les grévistes ont paré à cette manœuvre en exigeant des expli-

cations cliniques écrites justifiant l'urgence. Ils ont ainsi exprimé leur refus du pouvoir, de la hiérarchie médicale, et ont imposé leur contrôle sur les décisions des médecins.

La grève s'organise peu à peu, on s'y installe, on s'y plaît. Des commissions de travail se réunissent, des fêtes sont organisées...

Une ombre au tableau : la grève ne s'est pas étendue aux autres travailleurs hospitaliers. Les journées d'action n'ont pas servi de tremplin. La CGT majoritaire s'est montrée incapable de mobiliser les travailleurs. Ce qu'elle a réussi, par contre, c'est le tour de force de mettre un cordon de service d'ordre entre les cortèges syndicaux et les grévistes, regroupés derrière le comité de coordination, qui ont été rejetés en fin de manif. Après un sit-in, les grévistes

ont été dispersés par la police ; mais les syndicats, CGT, FO et CFDT avaient déjà replié leurs banderoles. Il est pourtant nécessaire d'étendre le mouvement à tous les travailleurs de l'Assistance publique, puis à toute la fonction publique sur une plate-forme unifiante.

A l'hôpital St-Louis, certains regrettent de ne pas pouvoir vendre les fiches GAMM... L'idée fait son chemin ; on discute au comité de grève, à la CFDT, des possibilités de faire certains examens en demandant aux consultants de verser une participation à la caisse de grève. Etendre et centraliser l'action, favoriser la prise en main de leurs luttes par les travailleurs, développer toutes les initiatives alliant dans le sens du contrôle, telle a été l'intervention des militants hospitaliers du PSU.

Patrick SILBERSTEIN ■

la fête, l'espérance

Il paraît que nous vivons sous le signe du changement, du moins Giscard d'Estaing tente-t-il de nous en convaincre lors d'apparitions télévisées de plus en plus envahissantes.

L'an passé, la Fête du P.S.U. s'était tenue sur la terrasse de l'Observatoire de Meudon avec la participation de 50 000 personnes. Sans doute est-ce au titre du changement que le gouvernement vient, au dernier moment, de retirer l'autorisation de tenir à nouveau cette fête à Meudon.

Cette mesure d'autoritarisme qui vient après bien d'autres, la dernière en date étant la censure exercée sur une tribune libre télévisée des Jeunesses communistes, donne toute la mesure de la conception que se fait le pouvoir de la liberté d'expression.

Le scandale est d'autant plus grand que cette interdiction vient annuler, quelques jours seulement avant la Fête, une autorisation préalablement donnée le 9 avril par le ministre des Affaires culturelles. Une telle mesure relève à l'évidence du coup bas contre une organisation de gauche qui à l'heure de déplaie.

Mais la riposte ne se fera pas attendre.

La Fête se tiendra les 7 et 8 juin dans le Parc paysager de La Courneuve. Ce sont des élus des travailleurs qui ont permis cette réponse à l'arbitraire.

La Fête sera un défi.

Un défi au pouvoir qui a voulu la rendre impossible. Elle sera donc une Fête de la liberté. Pour cette seule raison, nous y serons plus nombreux que l'an passé.

Un défi à la bienséance qui voudrait, sans doute, que ce ne soit pas un moment pour chanter et rire quand la droite conserve le pouvoir, quand sévit le temps des vaches maigres et de l'austérité ; nous lui disons que nous gardons le moral, et que pour nous la musique, le théâtre, la danse, c'est aussi une façon de combattre.

Un défi à la « culture » poussiéreuse et à celle du show business ; nous entendons montrer que la création n'est pas objet de contemplation ni de commerce, qu'elle s'enracine dans la vie de tous les jours, ses joies, ses souffrances, ses combats.

Un défi à ceux qui ont le socialisme triste, la révolution sinistre, le dogme ombrageux. Nous leur rappellerons que nous avons à faire œuvre de vie, que la libération d'un peuple c'est dur, mais que ça se chante aussi. Retrouver la fête dans le combat pour la liberté, c'est par exemple ce qu'ont fait les LIP, et bien d'autres après eux. Avec chacune de leurs différentes expériences, des camarades de nombreux pays seront là pour le rappeler aussi.

Un défi à nos propres habitudes militantes trop souvent stérilisées par leur manque de chaleur communicative. Que ces deux jours ne soient pas une courte parenthèse de capacité à dialoguer, à communiquer, à vivre collectivement, à libérer l'expression, mais qu'elle nous serve par la suite !



Un défi à ceux qui ont voulu nous enterrer. Le P.S.U. a aujourd'hui 15 ans d'existence et cette fête sera aussi celle de la permanence du courant révolutionnaire de l'Autogestion Socialiste.

A quelques jours de la Saint-Jean d'été, de la fête du solstice où, autrefois, le saut du feu symbolisait le soleil basculant de l'autre côté de l'année, nous fêterons notre espérance du jour où l'humanité aura basculé tout entière du côté du nouveau monde qu'elle porte en elle. Chantons les lendemains que nous préparons.

Un défi aux maîtres du monde capitaliste et à ceux de ce pays. Cette fête leur rappellera l'explosion de joie qui se prépare pour le jour où ils seront remerciés. C'est pourquoi elle sera la Fête de l'Autogestion.

La Fête peut vous permettre de discuter et de débattre avec le PSU dans ses différents stands (entreprises, femmes, école, cadre de vie, accueil, fédérations de Province, région parisienne, TS, etc...).

Prenez contact avec une section du PSU en remplissant ce bulletin, en le déposant dans l'un des stands du PSU, ou en l'envoyant 9 rue Borromée, Paris 15e au siège du PSU.

Nom

Adresse

Profession

abonnez-vous à T.S.

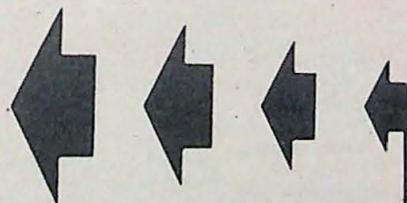
Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



Quelle liberté d'expression ?

Ne manquez pas — le samedi à 18 heures au stand Syros — le débat sur la presse et la liberté d'expression, organisé par TS.

Avec la participation de l'équipe de TS, de collaborateurs des organes de presse présents à la fête, de spécialistes de l'information (comme A. Matellard), de représentants d'organisation syndicales des journalistes (E. Guibert, SNJ — N. Monier, CFDT...) et des ouvriers de l'imprimerie (Syndicats du Livre CGT et CFDT) et de membres du MES portugais.

QUE LA

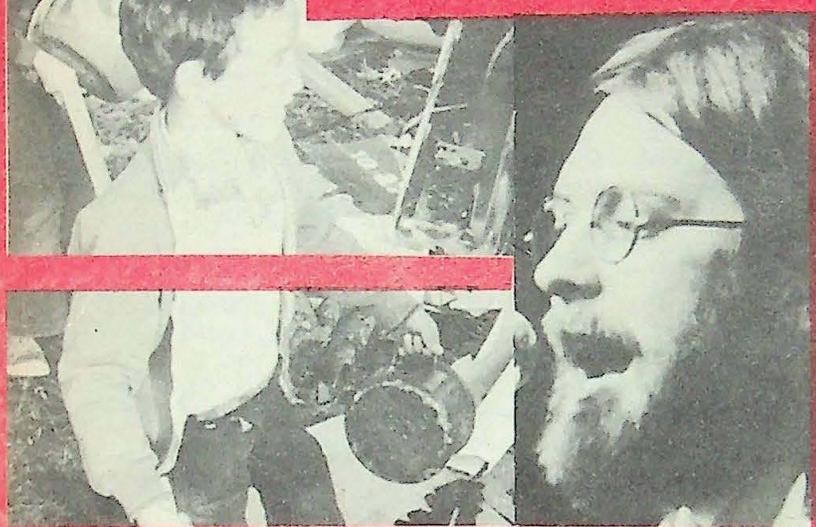
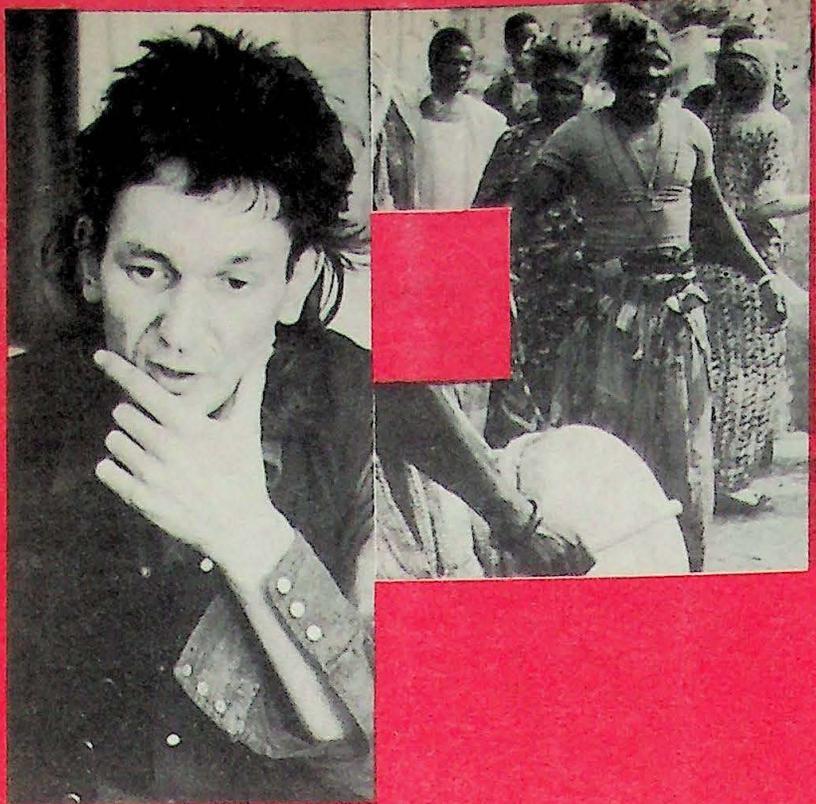
Samedi 7 juin

Scènes de plein air

- 14 h Malicorne
- 14 h 45 Bernard Lavilliers
- 15 h 45 Joan Pao Verdier
- 16 h 45 Mohamed Haman
- 17 h 45 travailleurs africains
- 18 h 45 Umбан et Wac
- 20 h Nougaro-B.Powel
Teca et Ricardo
- 23 h Jacques Higelein
- 1 h Heldon

- 14 h Festival
- 14 h 45 Claude
- 15 h 30 Claire
- 16 h 15 France
- 17 h Annkrist
- 18 h Maité Idr
- 19 h Théâtre
- Fua »
- 21 h Cie de da
- 22 h 30 Pourni

22 h Siffer (bal)



cinéma dans la fête

- Moi je dis que c'est bien. Réalisation collective, Maison des jeunes et de la culture du Havre.
- Les prisons aussi. Lefort.
- La mort d'un homme sandwich.
- L'affaire Huriez.
- L'autre France. Ali Ghalem.
- Tous au Larzac. « Cinéma Politique ».
- Démocratie ouvrière dans la grève des Bougues « Ciné Lutte ».
- Draguignan. « Ciné Rouge ».
- PTT/PLM. Iskra
- Petites têtes - Grande surface.
- Rhodiaceta Magny-Slon.
- Lettre paysanne. Safi Faye
- Festival panafricain d'Alger. W. Klein.
- Les Mezigris. T. Alfrederic.

sam



●Samedi : thé
●Dimanche :

ils seront à la fête

- Femmes**
- G.L.I.F.E.
 - M.L.A.C.
 - Cercle Dimitriev
 - Choisir

- Les « Politiques »**
- Parti Socialiste (Paris)
 - U.D.B.
 - Front Libertaire
 - F.A.C.O.
 - Fédération Anarchiste
 - Union Ouvrière
 - L.C.R.
 - Lutte Ouvrière
 - Chrétiens Marxistes
 - Coordination Anarchiste

- Création**
- Expression Spontanée
 - Strapontin (l'officieux des spectacles)

- C.G.T. - Artistes Interprètes SFA
- Front des Artistes Plasticiens
- estampes de BUREAU-ICONOCAS
- dessins de J.F. Batellier

- La Presse**
- Politique hebdo
 - Libération,
 - le bulletin du Curé Meslier
 - Charli-Hebdo
 - Actuel
 - Tribune Socialiste
 - Témoignage Chrétien
 - Le Peuple Français
 - Klapperstei 68

- L'école buissonnière**
- M.A.R.C.
 - GEDREM
 - Rénovation Syndicale

- Ecole E
- A.P.E.P.
- J.E.C.
- La lectu
- fants)
- Comité
- G.A.M.
- A.C.D.I.
- revue
- pouvoir
- Commu
- ADELS
- Le
- Les sta
- Les sta
- Informat
- C.D.A.
- groupe
- M.D.P.L.
- Comité L
- Paysans
- Collectif
- Secréta

FETE COMMENCE...

Château
 la chanson inconnue
 Antonini
 Léa
 Sesenta « Puerto Rico »
 e contemporaine
 esco ballet

Dimanche 8 juin

Scènes de plein air

13 h Castelhemis
 14 h José Alfonso
 15 h Cuarteto Cedron
 16 h Henri Tachan
 17 h Alan Stivell
 18 h 30 Ballets du Mali
 20 h 30 Teresa Rebull
 21 h 30 Toto Bissainthe
 22 h 15 Colette Magny
 22 h 45 Le Forestier

Château

13 h Festival de la chanson inconnue
 14 h Mass Devia
 15 h D. Rossignol
 15 h 30 Gérard Sagel
 16 h 15 Douby
 17 h Carlos Andreu
 17 h 45 Karaxu
 18 h Théâtre Z
 Théâtre à Bretelles
 21 h Valérie Lagrange
 22 h Pulsar

Mercredi soir grand bal populaire



Débats-Forums

Samedi 15 h : Débat « Pratique culturelle des comités d'entreprises ».

17 h : Fonction idéologique de la musique avec E. Sprogis et le groupe Pop'Nord.

19 h : La situation du comédien aujourd'hui par rapport au cinéma, à la T.V. au show business avec N. Borgeaud, J. Bertin.

Dimanche 15 h : Le cinéma, quelle fonction dans la lutte de classe ? Avec Costa Gavras, Vautier, Ivens, Ciné lutte, Ciné politique.

17 h : Quelle pratique sur le front culturel ? Le rôle des révolutionnaires dans la lutte idéologique avec le Théâtre Z, Théâtre du Soleil, Aquarium, Levant, Ciné lutte, Ciné politique Iskra, P. Kunz, Patrick, C. Barre.

Débats

● **Samedi 15 h 30 :** nucléaire et politique. 17 h 30 : les luttes et leurs débouchés politiques. 18 h : Presse et liberté d'expression

● **Dimanche 11 h :** la crise. 14 h : le Portugal. 16 h 30 : le PSU, un parti pour l'autogestion, avec une intervention de Michel Mousel

Forums

Armée, femmes, école, culturel, la Résistance, relations partis - syndicats

Animation enfants

du Soleil toute la journée
 13 h 30, théâtre des Trois Char-

ons. 16 h, atelier de mime du 11^e arrondissement. 17 h 30, théâtre Chat.

● Samedi et dimanche : un cirque

éc
 onies de vacances)
 issonnière (librairie en-
ville
 ataires de TRIOLO
 DE » peuple, espace,
 cder
entreprises
 s entreprises en lutte
 « autres » LIPS
mée
 ur les Droits du Soldat
 Chavez »
 de Paris
 teneau
 rd Rémy
 ecteurs de Conscience

Ecologie

- Mouvement Ecologique
- Agence de Presse Rehabilitation Ecologique
- La Gueule Ouverte
- IMPASCIENCE
- Les amis de la terre

Chili

- Parti Socialiste Chilien
- M.I.R.
- M.A.P.U.
- I.C. Gauche Chrétienne
- Coordination de la Gauche Chilienne à Paris
- C.S.L.R.P.C.
- C.U.S.R.R.P.C.
- artisans chiliens (Vitry)

Amérique Latine

- Argentine (G.S.P.A.)
- Argentine (C.I.S.A.L.)
- Paraguay (C.S.S.P.P.)
- Comité Bolivien
- Comité France, Amérique Latine
- artisans Latino-Américains (Massy)
- Campanha (Brésil)
- Comité République Dominicaine
- Antilles

Portugal

- LUAR
- M.E.S.
- F.S.P.
- Fotolib (reportage)
- MOSCAGAM (ex-colonies)

Espagne

- C.I.S.E.
- M.C.E.
- Comité Espagne Libre
- Alliance Syndicaliste
- Frente Libertario
- Union Populaire d'Artistes (CERAP)
- Collectif Eva Forest
- Regroupement Marxiste-Révolutionnaire
- Comité 5 janvier-Tchécoslovaquie
- Comité Irlande
- F.A.S.T.I.
- CEDETIM
- Espérentistes

Afrique

- U.G.T.S.F. Sénégal
- Révolution Afrique
- Djibouti
- Réunion

Pays arabes

- O.L.P.
- C.L.C.R. Maroc
- C.I.D.V.R. Tunisie
- U.T.I.T.
- U.E. Iraniens en France
- Comité Révolution OMAN
- Cinéma Libre
- CTA

Indochine

- F.U.N.K.
- G.R.P. Vietnam
- FAIRI
- Pathet Lao

Restauration régionale

- la Picardie et ses gâteaux
- l'Essonne, le comité de chômeurs de MASSY, ET UN PLATEAU DE FROMAGES
- le Languedoc-Roussillon et ses mystères
- le Midi-Pyrénées et les saucisses de Toulouse
- la Provence Côte d'Azur apporte le soleil, les roses et des raviolis
- la Bourgogne

- « Le Combat Socialiste de Franche-Comté »
- « Le Réveil Socialiste de la Haute-Marne », la vannerie de Fay-Billot, la coutellerie de Nogent, les « caisses de Wassy » et de l'emmental
- La Haute-Vienne, 1000 tartes et du cidre
- L'Alsace
- LES Yvelines et un atelier de sérigraphie
- Lisieux-Pays d'Auge avec 1,5 tonne de tripes à la mode de Caen (au calva) et du cidre bouché
- Les catalans et les luttes pour l'aménagement de la montagne et du littoral, et pour les soldats du 24^e R.I.M.A.
- Les Alpes de Haute-Provence avec du fromage de chèvre et du vin
- Les Charentes, huitres et beurre, tourteaux de fromage, et les cumulards.— L'Hérault et les tee-shirts du Larzac
- « Le Combat Socialiste de Bretagne », 4 000 crêpes et du Chouchen
- Les immigrés dans la Sarthe et les merguez
- Les brochettes de la Seine Saint-Denis
- Les entreprises en lutte de la Région Parisienne



Fédération Psu de la Région Parisienne Une section à l'œuvre

La construction d'une fédération unique qui recouvre Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-St-Denis et le Val-de-Marne, a commencé en 1972 dans la région parisienne.

Les militants voulaient une organisation qui corresponde à cette énorme concentration humaine sans atomiser pour autant leurs forces. C'est d'autant plus nécessaire que la capitale est souvent le terrain de luttes nationales centralisées. Ils veulent une organisation qui permette aux militants de Paris-ville et des zones résidentielles de ne pas être coupés d'Orléans où la fédération a rejeté massivement la fuite vers le PS.

des luttes ouvrières des banlieues. Mais il faut aussi éviter le piège bureaucratique d'une direction qui chapeauterait sans relais plus de 90 sections. Lentement, empiriquement, la fédération met en place des districts fonctionnels qui permettent le développement du débat politique.

La fédé a connu une histoire mouvementée : dissoute en 1972, elle a été entièrement reconstruite et a dépassé ses effectifs antérieurs. Le secteur Entreprise s'est développé tout particulièrement depuis le Congrès

pas souvent les honneurs des journaux, faute de publications locales et à cause du silence organisé par la grande presse. Nous avons donc choisi ici de rapporter la vie d'une section locale parisienne. Comme toutes les autres, elle est confrontée aux problèmes spécifiques de Paris-ville : une vie de quartier souvent artificielle avec une population instable, l'absence d'entreprises industrielles (qui concentre le « travail entreprise » sur les PTT, les banques, les grands magasins, les ministères, etc.), la nécessité de mener des campagnes locales tout en participant aux démonstrations de force à un niveau national nécessaires dans la capitale.

Les sections de la région parisienne n'ont

La 5e section regroupait une quarantaine de militants au moment du conseil d'Orléans.

1974

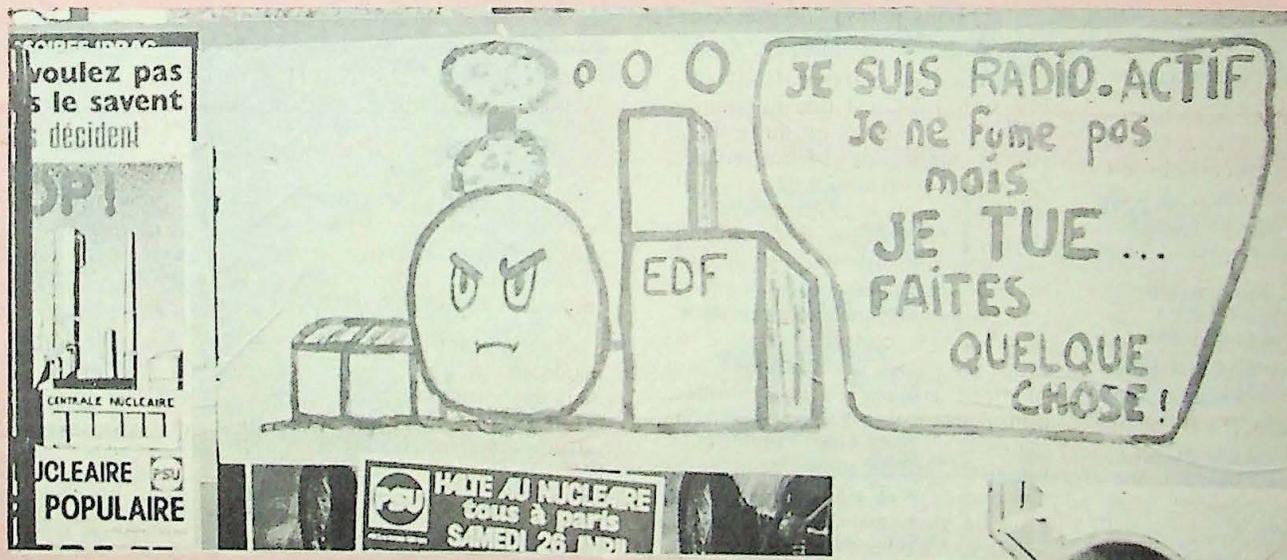
Octobre : la section repousse à l'unanimité

Décembre : le bureau de la section est renouvelé par l'entrée de deux nouveaux militants au secrétariat. La vie de la section est réorganisée : alternance d'un collectif de travail ouvert à tous et d'une AG de section, réunions bi-mensuelles de formation. Les militants se répartissent en secteurs (école,

Février : meeting sur le quartier avec plus de 150 personnes. Le PSU participe à la création d'un comité de soutien aux locataires de la rue Tournefort, avec l'ACDL, le PC, le PS, la CGT et la CFDT.

Mars : entrée de 7 camarades de l'ex-AMR à la section. Un groupe Jussieu, regroupant

adhésions. La section participe à des actions de « circuit court » avec l'UL CFDT 5e 13e, la LCR, PLC, ADC et Granv. Grâce aux Paysans-travailleurs, une vente de viande permettant une discussion est organisée aux Gobelins. Les ventes de couvertures Everwear sont assurées sur plusieurs points du quartier.



le texte 1 donnant aux Assises du socialisme une perspective de fusion organique dans le PS.

Novembre : la section vote à l'unanimité le texte de la Direction provisoire et propose un amendement.

Début de la grève des PTT : la section intervient tous les jours sur les lieux de travail (discussions, tracts, ventes de journaux, etc.) et au cours de deux meetings organisés par les postiers.

armée, femmes, cadre de vie, consommateurs, groupe entreprise). A la suite de la grève des PTT, un comité de popularisation est créé sur le quartier.

1975

Janvier : réunion publique de reprise des cartes. 50 nouvelles adhésions, dont plusieurs postiers.

Premiers contacts avec l'AMR.

étudiants et enseignants se forme. Interventions sur le problème du Larzac (PTT, marchés, etc...)

Avril : la section participe à la campagne nucléaire (intervention de militants dans les comités, campagne de popularisation dans les entreprises et sur le quartier). Voyage de plusieurs militants au Portugal.

Mai : fondation d'un groupe IDS avec le PS sur les 5e et 6e arrondissements. Premier meeting IDS sur le quartier. Meeting à Jussieu, au cours duquel on enregistre deux

L'intervention dans les entreprises du quartier passe soit par des groupes structurés (OPHLM, Jussieu) soit par des groupes rattachés à la section (PTT, ENS, CNRS) soit par des camarades isolés (Muséum, etc...). La section assure une vente régulière de la presse du parti sur les entreprises et les marchés.

Dossier réalisé par
Xavier BURZET ■

Mais qu'est-ce qui fait donc courir Mario Soares ?



Quelle que soit la réalité des faits incriminés, l'affaire du **Republica** a trouvé un PCP mal préparé à se situer dès maintenant de manière satisfaisante sur les problèmes de la liberté d'expression pour tous les courants du mouvement ouvrier et démocratique. La pratique et le passé stalinien de ce parti — et tout ce que cela peut signifier en référence à la situation dans les pays dits socialistes — ont permis de donner à l'attaque du PS une partie de sa crédibilité. Et pour nous, quelle que soit la façon et le moment où il est posé, le problème de la liberté d'expression, en liaison avec notre conception du socialisme, ne peut être éludé. (Voir article ci-dessous).

Mais cette affaire a été aussi l'occasion saisie par le PSP pour mener, en liaison avec la social-démocratie européenne, une campagne qui mérite une in-

terrogation à un moment où l'urgence des choix économiques et politiques s'impose au Portugal.

Après les incidents du 1er mai, après ceux du **Republica**, Mario Soares donne de multiples conférences de presse. Négligeant de s'étendre sur les détails de ces affaires, il insiste sur les conditions qu'il pose au Conseil de la Révolution pour « normaliser » la situation : élections municipales et syndicales, garantie de l'indépendance de l'information, publication d'un plan économique précis pour faire face à la crise.

Mais cette fois-ci, ce n'est plus à Lisbonne qu'il formule ses exigences. C'est à Paris, alors que le président de la CEE se rend à Lisbonne pour examiner les conditions de l'aide économique des pays de la Communauté au Portugal, qu'il formule ses exigences.

Pour quoi se bat Mario Soares ? Il s'inquiète de l'étendue des nationalisations : il tente de mettre l'Europe — celle des affaires, pas celle des travailleurs — dans le coup, et de se donner une dimension européenne. Il devient « l'homme simple, Mario Soares, qui combat pour le socialisme, pour la liberté, pour nous » dont parle Jean Daniel, et rencontre successivement Mitterrand, Giscard, Chirac. Après quoi, il revient à Lisbonne, fort d'un double appui économique et politique de l'Europe, négocier avec un MFA de plus en plus isolé sur le plan international. Le Conseil de la Révolution déclare alors « avoir pris connaissance de quelques distorsions dans le déroulement du processus politique portugais », et annonce qu'elles « seront examinées de façon à être corrigées. »

Toutefois le PS a dû reculer. Il a réintégré le gouvernement sans

avoir obtenu satisfaction sur l'essentiel, et avant même la réouverture du **Republica**. Mais est-ce pour autant une victoire du MFA ?

L'attitude sectaire du PC risque autant de diviser la classe ouvrière que les manœuvres européennes de Soares. Dans le même temps, la Constituante risque de devenir pour le PS un puissant point d'appui en attendant les législatives.

La mobilisation populaire contraindra-t-elle les partis à s'unir ; dépassera-t-elle les pesanteurs partisans ? C'est ce que cherche le MFA. Les forces révolutionnaires jusque-là éparpillées pourront-elles se rassembler à temps pour mener à son terme la perspective politique de la conquête de tout le pouvoir par les travailleurs ?

B. RAVENEL et J. PATERMAT ■

L'affaire du « República »

Liberté de la presse en régime révolutionnaire

L'affaire du **Republica** soulève un problème d'ensemble. Quels principes peuvent régir la presse et la liberté de la presse dans un régime révolutionnaire ?

Certes un principe de base existe : la liberté pour toutes les tendances socialistes et ouvrières de s'organiser et d'obtenir des moyens pour s'adresser à tous les travailleurs. Parmi ces moyens, la presse.

Mais la presse d'organisations politiques ou syndicales n'est pas toute la presse. Que faire avec les quotidiens et périodiques « indépendants » ?

Le **Monde**, le **Figaro**, l'**Aurore** autogérés ? Par qui ? Par les seuls journalistes ? Mais au nom de quoi et de qui quelques hommes dirigeraient à eux seuls un « service » d'intérêt social comme un journal ? Par les seuls travailleurs du Livre ? C'est le même problème.

Comment donc assurer le contrôle des « usagers » sur la presse ? La difficulté saute aux yeux : les lecteurs sont des individus atomisés ; rien, sinon la lecture du même journal (avec quantité de préoccupations et de raisons différentes) ne les relie entre eux. S'il ne s'agissait que de presse locale, le

problème serait plus facile à résoudre : ce serait les conseils populaires locaux qui gèreraient leur presse de quartiers, d'usine, de ville.

Mais nous parlons de presse nationale.

Alors la nationalisation-étatisation ? C'est une possibilité. Mais s'ouvre alors un autre débat sur la nature de l'Etat ouvrier. Comment est-il constitué, sur quelles bases, sous le contrôle de qui ? On peut, bien sûr, partisans du pouvoir des conseils des travailleurs, imaginer une presse nationale prise en charge par les délégués nationaux de ces conseils ; mais c'est faire l'impasse sur plusieurs problèmes : risques bureaucratiques, uniformisation, ultra-centralisation, etc. Une expérience récente tente de répondre à toutes ces questions. Il s'agit du Pérou. Et puisque, dans une certaine mesure, les deux « ouvertures révolutionnaires » : du Pérou et du Portugal peuvent être rapprochées, il n'est pas inutile de les connaître (1).

La presse péruvienne appartenait à quelques familles oligarchiques. En juillet 1974, on apprenait sa « socialisation ». De quoi s'agit-il ? Ni liberté (capitaliste) de la presse, ni étatisation bureaucratique, disent les militaires. Les huit principaux quotidiens de circulation na-

tionale sont expropriés et « transférés » chacun à un « secteur organisé du peuple ».

Ainsi, la **Prensa**, vieil organe réactionnaire, devrait selon la loi être remis en juillet 1975 (2) aux responsables de la Confédération des communautés industrielles (3) ; **El Comercio**, l'ancien quotidien latifundiste, à la Confédération nationale agraire (4) ; **Correo**, aux délégués des organisations des travailleurs de la culture ; **Ultima Hora**, aux travailleurs des services ; **Expreso**, aux travailleurs des communautés éducatives, etc.

Ces organisations ne sont pas des syndicats (qui ont leurs organes) mais des structures mises en place selon la problématique du régime (structures « fonctionnelles », aux fondements économique-sociaux et non politiques).

Dans cette presse ainsi « socialisée », la « communauté » (qui regroupe les journalistes et les ouvriers) a un mot à dire. Ce système fonctionne-t-il bien ?

Sans entrer dans les détails, deux problèmes apparaissent :

— Tout d'abord celui de l'expression politique des travailleurs. En effet, l'idéologie « anti-partis » du régime impose une réduction du domaine politique proprement dit

(c'est-à-dire la lutte pour le pouvoir) au social (c'est-à-dire la simple reconnaissance que les classes existent). Les nouvelles organisations mises en place (comme la presse qui les exprime) sont donc avant tout sociales. La volonté historique collective des travailleurs a du mal à s'y exprimer.

— Ensuite, cette « sectorisation » ne s'articule que très difficilement avec la nécessaire information générale qui intéresse l'ensemble des couches populaires.

En juillet 1975, un premier bilan de l'expérience sera tiré. Nous pourrions alors y revenir.

Ainsi donc la question de la presse exprime concrètement un des problèmes majeurs qu'aura à affronter le socialisme autogestionnaire en construction : comment articuler l'autonomie des conseils et leur centralisation ? Quelle centralisation ? La presse est un des domaines où la centralisation doit s'exprimer. Les lignes qui précèdent montrent un aperçu du problème. Il n'y a pas de recette. Le débat est ouvert.

Maurice NAJMAN ■

(1) Il y a de nombreuses discussions parmi les militaires portugais à propos du Pérou. Certains courants « antipartis » développent une idéologie « populiste » proche de celle des généraux péruviens. Récemment, un directeur de la presse « socialisée » du Pérou a fait une tournée de conférences au Portugal, y compris au Centre de sociologie de la 5ème division, état-major du MFA.

(2) Pendant l'année de « mise en place », un directeur nommé par le gouvernement assure « l'intérim ».

(3) Les communautés industrielles regroupent tous les salariés d'une entreprise. En tant que personnalité juridique, elle reçoit chaque année une part du capital et une part correspondante à la gestion, ce jusqu'à co-gestion complète.

(4) La CNA regroupe les délégués des coopératives agraires et des Sociétés agricoles d'intérêt social (fermes autogérées).



Mille manifestants à Bayonne, 4 000 participants au meeting tenu à la Mutualité à Paris, à l'appel du Comité de soutien à Eva Forest, du CISE et du Comité Espagne Libre. C'est à la fois un très bon début de la campagne de solidarité envers Garmendia, Otaegui, Eva Forest et leurs compagnons, aujourd'hui menacés de mort. Et c'est en même temps notoirement insuffisant.

Bon début de campagne, oui. Parce que bien que le meeting ait été conçu et tenu en termes largement unitaires, une partie de la presse qui devait naturellement le soutenir a maintenu un silence obstiné. Que dans ces conditions la salle ait été archi-comble, montre qu'une sensibilité se développe et qu'il faut aller plus loin.

Insuffisant, c'est l'évidence. Le régime franquiste exerce actuellement en Pays Basque, d'abord, dans toute l'Espagne ensuite, une répression d'une férocité que l'on ne connaissait plus depuis de longues années. Le défi qu'il lance doit être relevé. Les peuples d'Espagne, la

La libéralisation impossible

Les mois qui viennent de s'écouler ont vu se développer de nombreuses luttes ouvrières en Espagne : grève générale du Bajo Ilobregat (dans la banlieue de Barcelone), FASA-Renault à Valladolid, SEAT à Barcelone, grève générale en Euzkadi et Navarre, Potasses de Navarre et bien d'autres encore... Tous les conflits n'ont certes pas un contenu identique et les plate-formes revendicatives peuvent varier d'une entreprise à l'autre.

Mais au-delà de la satisfaction de ces revendications concrètes, qui ont en elles-mêmes une portée politique évidente, le prolétariat espagnol exige la liberté de s'organiser et d'agir ouvertement comme une force sociale spécifique qui veut faire sentir son poids sur l'évolution de la société et du pays.

◆ On retrouve dans tous ces exemples les traits essentiels des luttes actuelles :

- **Le refus catégorique du « syndicat » officiel (C.N.S.)** : les travailleurs exigent de plus en plus nettement la négociation directe entre leurs représentants élus et le patronat.

- **Le rôle joué par les assemblées ouvrières** : assemblées générales se réunissant, soit ouvertement à l'intérieur des entreprises, soit dans la rue ou ailleurs (dans des églises, par exemple), au cours desquelles sont définis les objectifs, la tactique, les moyens d'action et sont désignés les représentants.

- **La tendance à la généralisation**. Les plate-formes revendicatives sont devenues unitaires, et on passe de plus en plus de conflits circonscrits à une entreprise à des grèves affectant des zones industrielles tout entières, des branches d'industrie, des régions.

- **La solidarité**. Refus d'accepter les sanctions pour fait de grève, mais aussi la solidarité avec les travailleurs d'autres entreprises en lutte ; caisses de résistance, aide aux grévistes, aux détenus.

- **L'organisation**. Piquets de grève, groupes d'auto-défense, délégations pour inviter d'autres boîtes à débrayer.

Le dilemme

Le fameux « miracle espagnol », le développement économique réalisé au cours des treize dernières années, n'ont été acquis qu'au prix d'une intense exploitation de la force de travail.

L'amélioration relative du niveau de vie des travailleurs n'a été obtenue que par la pratique des heures supplémentaires, la généralisation et l'intensification des cadences, le renforcement de la discipline, la déqualification, l'extension des systèmes de primes

et de bonus, alors même que les salaires, déjà relativement bas et surtout extrêmement différenciés suivant les régions et les branches, étaient constamment rognés par l'inflation.

A l'heure actuelle, l'expansion elle-même est menacée, l'inflation se poursuit à un rythme galopant (20 %), la crise mondiale atteint l'économie espagnole : diminutions d'horaires dans l'industrie automobile, licenciements et chômage partiel dans la construction, le textile, la chaussure, l'hôtellerie. En même temps, deux des principales sources de recettes en devises baissent dangereusement : le tourisme et les envois d'argent des ouvriers émigrés (près d'un million) dont les contrats de travail sont progressivement résiliés par leurs employeurs européens.

Nous assistons en même temps, au sommet de l'Etat, à une crise profonde des structures politiques mises en place par le franquisme.

Les fractions « libérales » de la bourgeoisie ont rêvé pendant des années d'une situation « à l'européenne », fortement idéalisée d'ailleurs : un prolétariat encadré par des syndicats et des partis réformistes assurant la « paix sociale » en échange d'une progression constante du pouvoir d'achat.

Or, la bourgeoisie se rend compte maintenant que la fragilité de l'économie espagnole réduit non seulement les possibilités d'une « politique sociale moderne », mais même celles de concessions tangibles, ne serait-ce que sur le plan des salaires.

Elle se trouve donc devant le dilemme suivant : ou bien continuer à soutenir la dictature en sachant que sa prolongation ne fait que rendre plus explosives les tensions sociales ou bien chercher une formule de remplacement, s'orienter progressivement

vers la « libéralisation », mais en ouvrant alors la porte à un tel déferlement de revendications dans tous les domaines que la société tout entière en serait ébranlée.

Parallèlement, le franquisme a été incapable de désamorcer le potentiel explosif que recèle la situation dans les campagnes. L'exode rural s'est accéléré, certes, mais les investissements de capitaux dans les grandes exploitations ont été insuffisants pour entraîner une véritable modernisation de l'agriculture.

Les grèves des ouvriers agricoles du Sud, tout comme les mobilisations, durement réprimées, des petits paysans navarrais ou aragonais (la « guerre du lait », la « guerre du poivron »), montrent que la relative passivité des masses paysannes est en train de prendre fin.

Quelle perspective ?

Après 35 années de franquisme, le prolétariat espagnol apparaît comme la principale force d'opposition.

Dans ces conditions, la seule manière d'accélérer la crise de la dictature franquiste, de provoquer même des ruptures importantes au sein des forces dominantes, ne consiste pas à rechercher une alliance avec « la grande bourgeoisie » et même avec « un secteur de l'oligarchie » comme le fait la « Junta Democrática » de Carrillo-Calvo Serer créée par le PC, mais à coordonner les luttes, à renforcer les organismes de base créés par les travailleurs eux-mêmes, à élever la conscience anticapitaliste des masses.

Le mouvement ouvrier doit en effet avoir sa propre perspective : la lutte pour les libertés démocratiques doit être directement associée à celle pour l'aboutissement des revendications ouvrières et pour la réalisation d'objectifs ouvertement anticapitalistes qui permettent d'ouvrir des brèches profondes dans le système de propriété et de pouvoir.

Dans un avenir proche ou lointain, le regroupement des organisations, des tendances et des militants qui se réclament du marxisme révolutionnaire est dès maintenant nécessaire pour aider les travailleurs à renforcer et préciser les objectifs anticapitalistes des luttes actuelles et ouvrir une perspective cohérente et crédible de transformation révolutionnaire de la société. ■

Espagne la fin du



Garmendia

Pays Basque

Les escadrons noirs du fascisme

◆ L'état d'exception instauré en Biscaye et Guipuzcoa, deux provinces basques, donne l'occasion à la police espagnole de faire régner la terreur, de torturer et d'assassiner sans avoir à se justifier ni à rendre des comptes. Pourquoi le gouvernement espagnol a-t-il imposé cela ?

Toute une série de faits ont amené les fascistes au pouvoir à prendre cette mesure :

- la montée des luttes ouvrières qui deviennent plus longues, plus dures et surtout beaucoup plus radicales et politiques. Par exemple la grève du 14 décembre, à l'appel de toutes les organisations sauf le PC d'Euzkadi et dont l'ampleur a surpris tous les observateurs.

- le développement de la prise de conscience du peuple basque qu'il est opprimé en tant que peuple. L'on peut mesurer cette prise de conscience à la forte progression de la lutte armée menée par l'ETA.

- L'unité de toutes les forces basques quelles qu'elles soient, qui s'est manifestée avec éclat pour l'Aberrri Eguna (jour de la patrie) à Guernica. C'est la première fois depuis la guerre que cette unité a pu se faire.

- les élections dans le syndicat vertical, fasciste, qui poussent les travailleurs à prendre violemment position contre cette forme de syndicalisme.



Otaegui

● les provinces les plus « actives », celles dans lesquelles le prolétariat est le plus radicalisé et aussi le plus nombreux, sont les provinces basques.

Une répression de masse

Tout cela fait que Franco a imposé l'état d'exception dans deux provinces basques. Il s'agit de créer un état de terreur dans le peuple par des contrôles massifs, tortures, utilisation des guerilleros du « Cristo Rey », (groupe d'extrême droite commettant des attentats), truffé de policiers qui ne sont pas précisément en congé, etc... Dans ces cas-là, la police n'affronte pas directement les organisations, mais directement la population toute entière...

Cela permet

— à la police d'assassiner les militants politiques de l'ETA, sans aucune forme de procès.

— au gouvernement de démentir certaines rumeurs disant qu'il était divisé (les « ultras » et les autres). En fait il s'accroche à son chef historique.

— de remettre la presse à « sa place », en mettant en place une censure totale.

Le gouvernement espère ainsi démontrer que l'Espagne n'est pas le Portugal et que Franco ne se laissera pas « avoir » comme ses homologues de la péninsule.

Les fascistes accentuent la répression afin d'éviter que le peuple (et peut-être certaines fractions de l'armée) envisage à la mort de Franco d'entamer un processus révolutionnaire (ou de changement, tout simplement).

En définitive, le gouvernement veut montrer qu'il ne permettra aucun changement aussi petit soit-il, même pour rentrer dans le Marché Commun. Il s'affirme avec force comme fasciste.

Les petits aménagements qu'il a introduits (lois sur les associations par exemple) ne changent rien à la nature du régime. Ils marquent au

classe ouvrière, les paysans, les étudiants, les femmes, les intellectuels, la liste ne saurait être limitative, le relèvent avec un calme et un courage exemplaires.

Mais nous... Ce qui se déroule à nos portes, et sur le territoire français lui-même, exige une action beaucoup plus forte, beaucoup plus massive, qui doit apparaître très rapidement sur le terrain.

L'heure n'est plus — si elle l'a jamais été — aux mots. Pour sauver de la peine de mort les militants menacés, il nous faut organiser une campagne, beaucoup plus importante encore que celle qui fut organisée pour le procès de Burgos.

Pour ce qui nous revient, nous nous y emploierons, en unissant tout ce qui doit être uni, en brisant les sectarismes indécentes qui se manifestent encore.

Christian Guerche ■



contraire l'échec de la politique de « libéralisation », qu'Arias Navarro avait lancé à grands coups de trompette, et qui débouche aujourd'hui sur la plus féroce répression que les travailleurs basques ont connu depuis la guerre civile.

Les appuis étrangers

Malgré cette situation, les Etats Unis, comme l'a manifesté la visite de Gerald Ford, appuient sans réserve Franco. Les USA ont tout intérêt à ce que celui-ci reste longtemps au pouvoir. Pour eux l'Espagne revêt une importance stratégique très grande. Ils ne veulent pas avoir un deuxième Portugal sur les bras, sinon c'en serait pratiquement fini de leur politique méditerranéenne. Les échecs qu'ils viennent de subir au Vietnam, comme au Cambodge, en Grèce comme au Portugal, les amènent à se raidir dans leur attitude, et à maintenir coûte que coûte leurs bases militaires, là où elles existent.

Les pays de l'Europe du Marché Commun, quant à eux, sont partagés. Ils pratiquent un double jeu permanent.

D'une part, ils refusent (du moins certains d'entre eux) l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun parce que le régime franquiste ne présente pas de garanties sur le plan démocratique.

D'autre part, leurs dirigeants, même et peut-être surtout quand il s'agit des sociaux démocrates allemands, défilent à Madrid afin d'obtenir de larges facilités pour les investissements de leurs entreprises.

Mais les responsabilités les plus

accablantes sont celles de Giscard et de son gouvernement.

Collaboration à tous les niveaux

En recevant avec pompe Juan Carlos pendant le court intérim de ce dernier au pouvoir, Giscard avait déjà manifesté où allaient ses préférences, et cherchait à être partie prenante dans les combinaisons politiques qui s'élaborent dans les couloirs du Prado.

Le soutien officiel de la France à l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun (au diable la démocra-

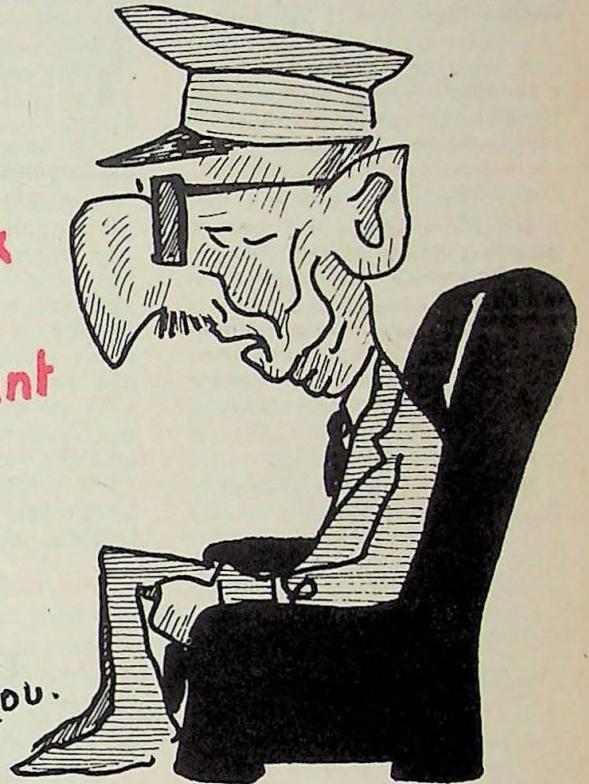
tie) s'accompagne d'une politique systématique d'investissements français en Espagne. L'Histoire retiendra ici aussi que le gouvernement français n'a pas hésité à pratiquer prébendes et « dessous de tables » pour acheter les fonctionnaires espagnols habilités à fournir les autorisations nécessaires. La Cour des comptes ferait bien d'y jeter un regard !

Mais la collaboration ne s'arrête pas là. Elle va des manœuvres militaires communes, à l'échange d'informations entre les deux polices, et à l'exercice par elles d'une commune répression.

J.P. Epollier ■

Je peux mourir maintenant
J'ai vu Ford

BAROU.



Poniatowski-Franco : la mano en la mano

● Il y a quelques semaines, les responsables de Cristo Rey et le secrétaire d'Etat à l'Intérieur du gouvernement espagnol annonçaient qu'ils avaient décidé de poursuivre les militants basques, jusque sur le territoire français.

Ils n'ont pas attendu longtemps à mettre en pratique leurs déclarations, avec la très complaisante assistance de la police française.

Voici quelques faits parmi d'autres :

● Le 20 mai, la librairie Hugalde à Hendaye saute par explosif pour la deuxième fois. Le lendemain, trois policiers espagnols sont sur les lieux. Reconnus par des militants basques, ils sont signalés à la police française qui s'empresse de leur faciliter le retour de l'autre côté de la frontière.

● Le 21 mai, deux kilos de plastic sont déposés devant le studio des Ballets basques Oldarra à Biarritz. Des enfants répètent. Par chance, le détonateur ne fonctionne pas. Qu'en aurait-il été autrement ? La police enquête... très mollement.

● Un étrange antiquaire du nom de Martinez, de Barcelone, se promène à Bayonne. Il s'agit en fait de Sebastian Pallego, inspecteur de la brigade politico-sociale de Bilbao. Reconnu comme tel par des militants basques, il essaye de s'échapper. Une courte bagarre s'ensuit, où il est blessé. Il est emmené à l'hôpital de Bayonne. Police et Parquet sont saisis, deux voitures qu'il avait louées sont signalées. A la demande du Consul d'Espagne, Pallego est ramené par la police française en Espagne, malgré l'opposition du Parquet. On découvrira, dans les voitures louées, tout un arsenal, dont un fusil silencieux.

● Têodoro de Las Heras, qui s'occupe du fichier d'Etat civil à Irun, est, au passage de la frontière, contrôlé par des douaniers. Son coffre n'ouvre pas. Dès que les douaniers essayent de l'ouvrir, il fonce en voiture et force le barrage.

Michel Poniatowski est au courant de tous ces faits, puisqu'il s'est rendu à Bayonne le 26 mai...

Cela s'est traduit par le renforcement de la surveillance... des militants basques. ■



R.F.A. : « état de siège ? »

Criminels vulgaires ou militants politiques ? Tupamaros allemands ou assassins fanatiques à la Manson (comme l'Aurore le prétend dans un article hystérique) ? Au-delà des qualificatifs à sensation, il faut bien reconnaître que chacun (y compris le militant politique) s'interroge sur le sens réel de la lutte de la Fraction armée rouge (RAF) au moment où se déroule le procès Baader-Meinhof.

Nous avons montré comment la crise économique et politique de la social-démocratie au pouvoir en RFA la conduisait à recréer un sentiment d'union sacrée en désignant un bouc émissaire : la « bande à Baader » (Cf. T.S. n° 657 du 17 mai). Il nous semble aujourd'hui nécessaire d'analyser les problèmes posés par l'emploi de la violence comme arme du combat politique dans un Etat capitaliste avancé et dit de démocratie libérale.

Que l'on ne se méprenne pas ; il n'est pas dans nos intentions de remettre en cause la nécessaire solidarité avec les victimes de la répression menée par la « bande à Schmidt ». La cruauté sophistiquée des tortures mentales exercées depuis plus de deux ans sur les prisonniers (1), la campagne d'intoxication menée par la presse du groupe Springer et les médias, l'atmosphère de chasse aux sorcières qui a culminé lors de l'ouverture récente du procès de Stuttgart, la loi arbitraire qui menace la défense notamment l'avocat K. Croissant exclu, du barreau allemand car soupçonné de complicité avec son « client », A. Baader (2) démontrent à l'évidence le caractère politique du procès fait à la RAF.

Sans marchandiser son soutien il est toutefois légitime de dire que la « cause » et les méthodes de lutte employées par la RAF nous posent problèmes. Le sens de son combat est-il réellement révolutionnaire et anti-impérialiste ? Pour répondre à cette question, il faut situer la RAF dans le contexte anti-impérialiste du mouvement étudiant allemand (SDS) au moment des manifestations violentes contre le schah d'Iran à Berlin en 1967 et des campagnes de soutien au FNL vietnamien. De ce mouvement en décomposition après 1970 se dégage une « Fraction », l'Armée rouge qui commet en 1972 des attentats détruisant le quartier général des forces américaines à Heidelberg et à Francfort. L'intention est alors de montrer qu'il est possible de menacer l'impérialisme américain dans les métropoles où il se croit le plus en sûreté et aussi de dénoncer le rôle non négligeable du soutien qu'il reçoit de la part du capitalisme ouest-allemand.

Pour la RAF, l'anti-impérialisme ne saurait être une activité de colloque ou de comité de soutien, c'est un combat violent.

Une arme de masse

Ce combat se fonde sur leur interprétation de la théorie maoïste de « l'impérialisme-tigre de papier » comme quoi il est possible de le vaincre en le divisant c'est-à-dire en l'attaquant partout et alors « il n'existe aucune raison pour tenir quelque pays ou quelque région que ce soit hors de la lutte anti-impérialiste sous prétexte que les forces de la révolution sont faibles alors que celles de la réaction y sont fortes » (3). Ce qui, ici, nous paraît irréaliste, c'est la non prise en compte du rapport des forces réel dans le pays considéré. En d'autres termes, pouvait-on mener une lutte révolutionnaire anti-impérialiste armée en Allemagne depuis quelques années sans tenir compte du niveau de la lutte des classes et du niveau de conscience du prolétariat ouest-allemand ? Il nous semble que non. Or, on ne saurait considérer telle ou telle grève sauvage (menée d'ailleurs par des immigrés turcs ou yougoslaves), tel refus des résultats des négociations bilatérales pour les accords annuels de salaire comme un ébranlement sérieux de la domination hégémonique du syndicat unique

DGB sur la classe ouvrière allemande. Son emprise intégratrice reste d'une puissance peu commune en Europe et a converti au réformisme des générations de travailleurs d'outre-Rhin. Comment la RAF pouvait-elle alors espérer entamer cette citadelle historique de la collaboration de classe (4) par l'emploi de la violence.

Pour qu'une voie révolutionnaire puisse naître, il faut que la violence soit une **arme de masse**. Contre l'impérialisme U.S. elle l'a été en Amérique latine (et nous avons compris la lutte des guérilleros), en Asie du Sud-Est (et nous avons compris la lutte des combattants indochinois). Mais est-ce l'heure de la guérilla urbaine en Allemagne de l'Ouest ? Quand le décalage apparaît aussi grand entre la conscience des masses ouvrières et une avant-garde telle la RAF, il ne le semble pas.

Jamais nous n'accepterons que la violence soit le monopole de la bourgeoisie ; ainsi nous soutenons la violence du peuple basque en lutte contre la dictature franquiste, ainsi nous soutenons la violence du peuple portugais se libérant du salazarisme mais nous nous refusons à utiliser l'arme de la violence sous forme de méthodes terroristes.

Pour nous, le déblocage de la lutte des classes en Allemagne,

passer par d'autres voies ; c'est-à-dire par un travail de masse dans les organisations de la classe ouvrière visant à dénoncer l'impasse où la collaboration des organisations syndicales avec le patronat a mené le prolétariat allemand, et aussi le rôle de relais dans la stratégie impérialiste U.S. que joue la social-démocratie au pouvoir.

Cette analyse qui a souligné des divergences réelles avec les objectifs de la RAF, n'entame aucunement la force de notre soutien aux militants emprisonnés. Face à un régime autoritaire qui militarise la société civile et qui a déjà assassiné Hedgar Meins nous nous mobiliserons pour crier « **Baader-Meinhof et leurs camarades ne doivent pas mourir** » !

A. CHATAIGNIER

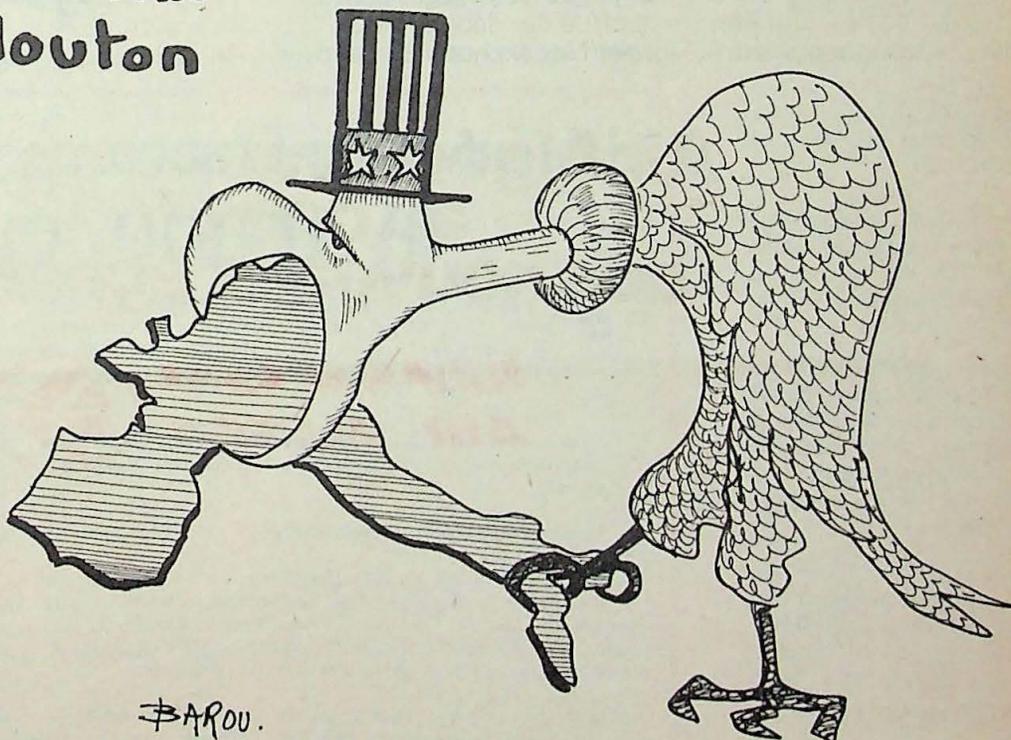
(1) On peut contacter à ce sujet le Comité contre la torture des prisonniers politiques en R.F.A. « les Temps Modernes » 26 rue de Condé, VIe.

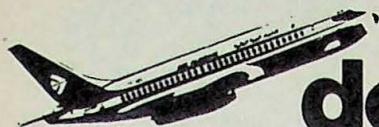
(2) Cf. « A propos du procès Baader-Meinhof », ouvrage collectif, édité chez C. Bourgeois.

(3) Cf. supra, p. 27 tiré de « les combattants anti-impérialistes face à la torture » article de V. Kleinkrieg.

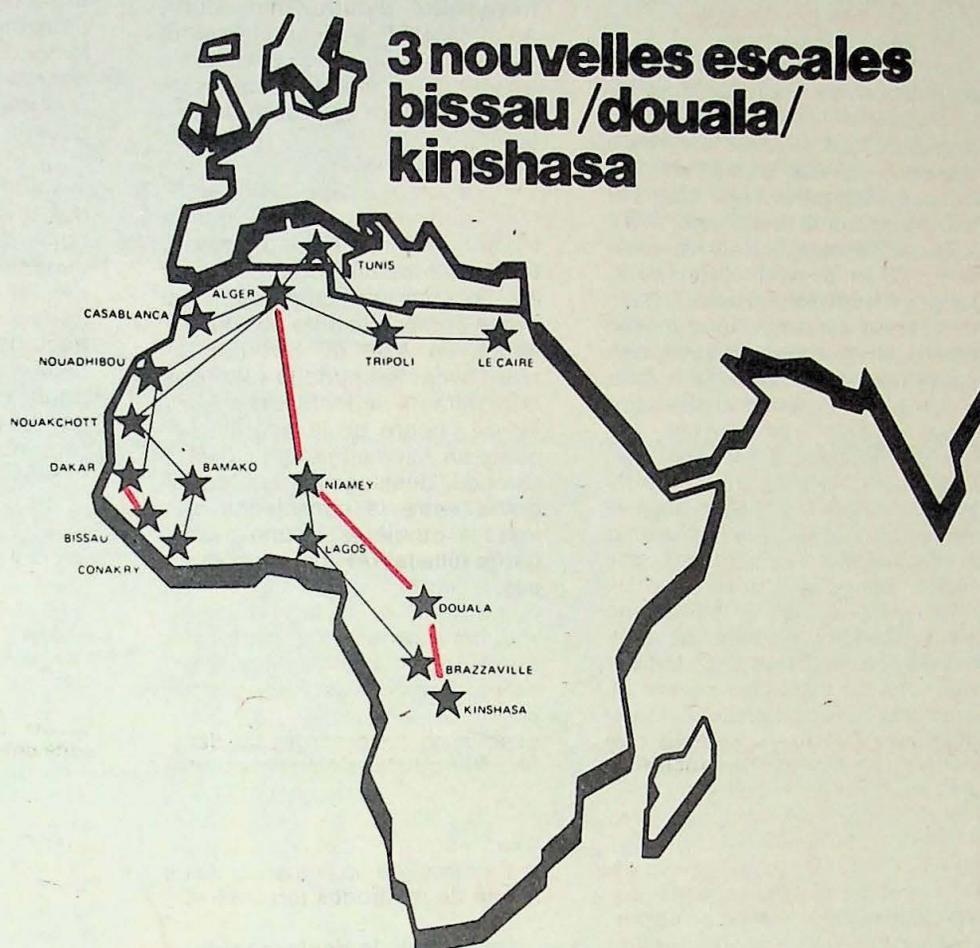
(4) Comme l'a très bien montré le cinéaste V. Schloendorf lors de l'émission Satellite (2e chaîne T.V.) la société allemande n'a jamais rompu réellement ni avec la féodalité au XXe siècle ni avec le nazisme après la Deuxième Guerre mondiale.

le l'OTAN glouton





de l'Afrique à l'Afrique, sans changer de compagnie.



Il y a des touristes en mal d'exotisme, d'aventure, d'imprévu.

Ce n'est pas à eux que nous nous adressons, mais à vous. A vous qui êtes pressé. Qui détestez perdre du temps. Qui aimez les voyages confortables. Qui êtes un habitué des déplacements fréquents entre Alger et Nouakchott, Bamako,

Niamey ou Brazzaville.

A vous qui, au sein de l'Afrique unie, et jusqu'à Bissau, Douala, Kinshasa (nos 3 nouvelles escales) choisirez désormais de voyager Air Algérie.

14 pays desservis en Afrique. A partir d'Alger mais aussi de Paris, Londres, Francfort ou Moscou. Au rythme de vos affaires.

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.

الخطوط الجوية الجزائرية

AIR ALGERIE





Planning familial :

le congrès de la clarification ?

A l'issue de trois jours de débat tout au long du week-end de la Pentecôte (1), certains délégués du Mouvement français pour le planning familial (MFPF) pensaient que le « Congrès de la clarification » avait eu lieu.

Le Planning qui regroupe quelques 40 000 adhérents se définit comme un mouvement d'éducation populaire : il a pour objectif fondamental le combat contre toutes les formes de répression sexuelle. Mais ce combat transcende-t-il la lutte des classes ou en fait-il partie intégrante ? Au hasard des commissions de travail d'ailleurs, plusieurs délégués se sont présentés comme syndicalistes CFDT ou CGT et aussi comme militants politiques dont le PSU, ce qui a eu immédiatement pour effet de poser les problèmes sur un plan davantage lié à la lutte des classes, même si cela pouvait déplaire à certains.

Il s'agissait pour le Planning de réaffirmer à moyen et à long termes ses objectifs prioritaires par rapport aux trois possibilités qui s'offraient à lui après le vote de la loi sur l'avortement :

— le MFPF agit surtout comme mouvement de rupture,

— il s'intègre essentiellement comme service officiel,

— il privilégie les pratiques d'éducation populaire et de relais.

Il semble que les tenants des pratiques d'éducation populaire et de relais l'aient emporté. Mais le débat entre les partisans de la professionnalisation et les autres a été passionné, non sans ambiguïté de la part de ceux qui rejetaient la professionnalisation mais qui défendaient tout de même la notion de service. Ne pas confondre « être au service » et « rendre service ». Subtil, non ? D'où le débat sur le bénévolat qui équivaut au travail noir en période de chômage et à une récupération par le gouvernement d'un service qu'il n'a même pas la peine d'alimenter, qui lui est bougrement nécessaire actuellement, mais qu'il enverra peut-être sur les roses dans quelques deux ans !

Les discussions très animées en commission laissaient prévoir une nécessaire prise en compte du débat politique qui s'y était mené, malgré l'opposition de certains participants dans la motion d'orientation finale. Celle-ci présentée à 9 heures du matin ne fut adoptée qu'après trois heures d'amendements successifs, pour être enfin votée très majoritairement par tous. 189 pour, 19 abstentions.

Il y est clairement fait référence à la lutte des classes, aux partenaires

privilegiés avec lesquels le Planning entend travailler : les centrales syndicales ouvrières et les organisations représentatives des travailleurs.

Le Planning exige des crédits supplémentaires pour l'application de la loi sur la contraception et l'avortement. Il dénonce leur insuffisance. Il utilisera les subventions des pouvoirs publics qui sont un droit, mais qu'il emploiera dans l'optique idéologique du mouvement. (Tout dépend évidemment des rapports de force locaux. Mais, en tout état de cause, les militants salariés du Planning n'accepteront pas de renier leur idéologie et leur pratique au profit de celles que l'Etat voudrait leur imposer). Le Planning n'accepte pas plus aujourd'hui qu'hier de gérer la carence des pouvoirs publics qui se servent plus que jamais du bénévolat pour donner l'illusion qu'ils assument leurs responsabilités.

Il lutte contre les effets de la répression sexuelle que la libéralisation de la loi voudrait masquer. Il favorisera les structures publiques



par opposition au profit que peut tirer de la loi le secteur privé (certaines cliniques privées où l'avortement se paie lourd et à la chaîne). Pour le Planning, la lutte contre toutes les formes de répression sexuelle n'est qu'une étape d'une lutte plus globale qui s'insère dans la lutte des classes.

La clarification a-t-elle eu lieu ? Un texte est une chose... On y trouve parfois ce qu'on y cherche. L'élection du nouveau bureau national (où le départ volontaire de militants comme Sylvie Franco, Pierre Jouannet et Rauvels, qui contestaient une tendance excessive à la personnalisation au sein du bureau, se fera sentir) ne laisse pas prévoir de changements notables.

La nouvelle orientation que s'est donné le Planning par les textes ne sera réelle que par le rapport de forces que ses militants sauront créer et par le contrôle collectif sur la pratique qu'ils mettront en œuvre.

Claude WEIDMANN ■

Juges et hors-la-loi



Le 11 juin, aura lieu le procès du professeur Duval, chef du service de gynécologie de l'Hôtel-Dieu de Rouen. Procès unique dans les annales : avant, c'étaient les femmes « coupables » d'avortement qui étaient traînées devant les tribunaux. Est-ce là l'effet de la nouvelle législation sur l'avortement ? Un chef de service se retrouve en Chambre correctionnelle pour avoir refusé d'avorter une femme.

En fait, on a affaire ici à l'un des innombrables cas de femmes en détresse qui, croyant pouvoir maintenant avorter légalement, s'adresse à un médecin, selon le parcours obligatoire, et voit sa demande repoussée. La loi est ainsi faite quelle permet ce paradoxe. Seulement ici, cette femme n'est pas isolée et, appuyée par une action collective du MLAC local, elle ose commettre en justice le sacro-saint pouvoir médical... Comment les institutions bourgeoise (médecine, santé) vont-elles se sortir de leurs propres contradictions ?...

Le problème est de première importance. La clause de conscience, laissée par la bourgeoisie à ses tenants, piliers de l'institution médicale, est en fait un obstacle à la solution du problème de l'avortement.

Quel était le fond de la revendication « avortement = acte médical comme un autre » si ce n'est bien sûr le droit au remboursement, mais aussi la réponse à un comportement réactionnaire des médecins qui, sous couvert de conscience personnelle, sont en fait partie prenante du maintien des femmes dans l'oppression la plus grossière : le rôle de pondeuses.

La médecine au service de qui, de quoi ? Telle est la question posée. Et aucun chantage à une pseudo-liberté de conscience ne peut éluder le problème.

Que l'issue du procès conforte ce combat, nous ne l'attendons pas. Cependant, des témoignages de femmes y introduiront les vrais problèmes.

Parallèlement, une contre-enquête publique est menée, à laquelle le MLAC participe activement.

Gageons que cette mobilisation pour le combat qui reste à mener — où l'on ne peut se contenter de demander l'application de la loi, c'est clair — fera au moins autant pour la cause de la libération des femmes et la mise en cause d'une certaine médecine que ce procès, où juges et accusé sont du même bord.

Corinne Welger

Dossiers formation

N° 5 Les stratégies du Mouvement Ouvrier

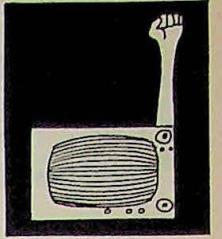
N° 6 Vie, animation et structures du P.S.U.

N° 7 Lutte, contrôle et Auto-gestion, les réponses du P.S.U. P.S.U.

La série des 3 N° : F 8.00

Commande et règlement à adresser aux Editions Syros.

TV : les Rosenberg et la démocratie avancée



◆ Pourquoi boudier notre plaisir ? Comment ne pas dire la force de l'émotion ressentie, à la vision de ces **Rosenberg**, de l'équipe Decaux-Lorenzi ?

Dans la morne grisaille de la télévision giscardienne, enfin un éclair de talent, enfin une parole d'espoir, enfin des êtres fraternels. Parmi ces émissions abêtissantes, enfin une autre façon d'aborder la politique, le politique. La première réaction — qui est souvent la bonne, dit-on — est incontestablement de crier **bravo**, et **merci**, à Decaux et Lorenzi. De se dire que décidément, le sinistre Philippe Malaud n'avait pas tort, de son point de vue, de s'inquiéter des retombées politiques possibles d'un tel film.

Incontestablement, cette Amé-

rique du mac carthysme, cette presse tout entière à son service, ces mécanismes dégradants de la « justice », ce mouvement populaire de protestation dans le monde, tout cela qu'on nous a — enfin — donné à voir, à voir vraiment à la télévision, tout cela mérite d'être salué comme un événement d'une exceptionnelle qualité.

D'où vient alors cette hésitation à arrêter là la plume, d'où vient cette gêne ressentie dans la louange comme pendant la projection ?

Des travestissements historiques introduits par tel ou tel aspect du film : par exemple, de ces extraits de presse faussement présentés comme des « unes » de journaux américains de l'époque ? Peut-être : l'histoire

gagne-t-elle vraiment plus de force si elle est forcée ? Fait-on une histoire populaire si l'on ne considère pas le peuple comme pleinement adulte ?

Mais surtout, sans doute, ce qui pose problème, c'est la forme même d'une telle émission. Le recours à une pièce d'Alain Decaux, à des scènes dramatiques mettant en scène parents et enfants, la volonté de faire pleurer Margot sur l'injustice dont est victime le couple Rosenberg, tout cela peut enlever de la force à la valeur politique de la démonstration, et la faire dévier vers un sentimentalisme manquant son objet.

La TV de la démocratie avancée ne serait ainsi que le retournement politique des instruments culturels de la bourgeoisie ? Mais ces instruments sont-ils neu-

tres ? La construction d'un récit exclusivement centré sur des individus-personnages dont les caractéristiques individuelles (le courage, la lâcheté, la vertu, l'habileté, etc.) fondent le ressort de l'action, ne constitue-t-elle pas un élément fondamental de l'idéologie (bourgeoise) du sujet ? N'est-elle pas un élément d'occultation des affrontements essentiels — de groupes, de forces, de classes ?

Incontestablement, le film de Lorenzi participe d'un combat dont les objectifs nous sont communs. Mais la nature de l'expression choisie pose aussi un problème qui montre clairement l'articulation du « culturel » et du « politique ». C'est là un débat fondamental sur lequel nous reviendrons.

Gilbert HERCET ■



L'histoire merveilleuse
de Karamalzaman
prince de l'île des enfants de Kalédan
avec la princesse BOUDOUR
la plus belle lune d'entre toutes les lunes

L'autogestion de l'imaginaire

Une petite troupe, celle du Gros cailloux, qui a choisi de créer le théâtre en démocratie directe. Création complète : le texte, les chansons, la mise en scène, le décor, les costumes et le reste. Le reste, c'est-à-dire l'essentiel : l'atmosphère propre aux liens qui unissent les acteurs, propre à une troupe, propre enfin à sa méthode créative.

Au départ, un conte des Mille et Une Nuits intitulé : « l'histoire merveilleuse de Karamalzaman, prince de l'île des enfants de Kalédan, avec la princesse Boudour, la plus belle lune d'entre toutes les lunes » (1).

Bien des lunes en effet depuis que 17 comédiens, venant d'horizons divers, ont décidé d'adapter ce conte au théâtre. L'auteur ? pas d'auteur, pas de tyran qui indique « lève la main côté jardin et fronce le sourcil côté cour ! ». L'histoire : un conte fabuleux, un conte ouvert où tout se passe, où tout peut arriver, un conte que l'on peut modifier, modeler, adapter. Un texte ? pas de texte, mais une succession d'improvisations fixées après deux ans de répétitions. Une mise en scène faite par tous les acteurs.

Et le décor, le cadre ? Est-ce une représentation des hauts et des bas de la vie quotidienne ou l'image des aventures tantôt terre à terre, tantôt fabuleuses et célestes des héros : une succession d'échelles qui montent et qui descendent. Quant aux quelques cent costumes, ils sont par leur complexité de suggestion et leur simplicité de conception le reflet de l'imaginaire de la troupe. Et les chansons et les amours, doux mélange entre l'hétéro et l'homo-sexualité, chansons de l'amour de tous les genres et de l'amour tout court.

(1) Salle de l'École normale supérieure, 45 rue d'Ulm, du 4 au 17 juin à 20 h 30 ; matinée dimanche à 15 h. Relâche dimanche soir et lundi.

C. LENDER ■

remous dans les écoles normales

enseignement

◆ Depuis un mois, aux quatre coins de la France, les élèves des écoles normales sont en lutte. A Agen, où la grève a débuté le 2 mai, 15 élèves seulement sur les 44 que compte l'établissement trouveront un emploi à la rentrée. Les autres deviendront pour un temps indéterminé des « titulaires-remplaçants », nommés selon les besoins, six semaines dans une école, trois dans une autre.

D'autres, encore moins chanceux, enseigneront dans des spécialités pour

lesquelles ils n'ont pas été préparés, ou pire, se retrouveront bibliothécaires, voire déménageurs dans les écoles. Il faut savoir, en effet, que les normaliens qui sont recrutés par l'Etat ne sont pas assurés d'obtenir un poste à leur sortie de l'école bien que la nécessité d'alléger les effectifs des classes se fasse toujours sentir. Mais le budget d'austérité de l'Education Nationale ne permet pas la création de postes nouveaux et l'Etat préfère payer des maîtres sans postes plutôt que de dédoubler des classes.

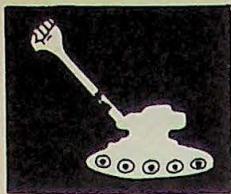
Face à cette situation déplorable dont pâtissent tout autant les enseignants et les élèves, les titulaires-remplaçants qui se sont regroupés en comité comme à Agen et à Lyon se battent pour l'obtention d'un statut. Dans l'immédiat, ils revendiquent le remboursement des frais engagés (logement, transports, frais de garde d'enfants), la possibilité d'être nommés dans la région de leur choix. Enfin ils refusent d'être envoyés à des postes ne correspondant pas à leur formation. Mais l'essentiel, pour les

comités, est la résorption de l'auxiliaariat par la création de postes budgétaires et la diminution des effectifs.

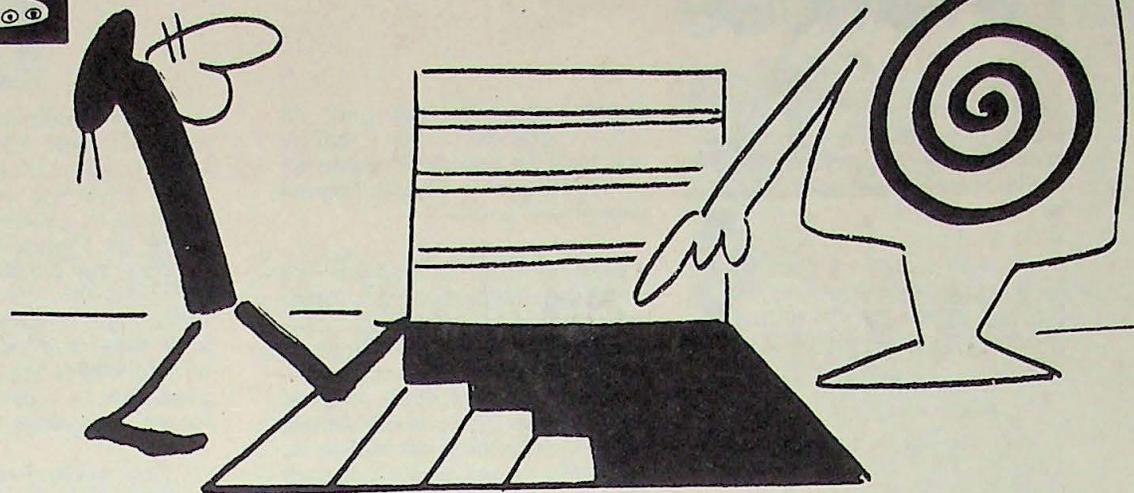
Pour cela, ils demandent, outre un statut unique de recrutement de la maternelle au supérieur, le contrôle de leur propre formation.

Enfin les comités s'opposent à la réforme Haby qui prône, en dépit des besoins pédagogiques réels, la baisse du recrutement à l'entrée de l'école normale.

Armée



au trou



◇ Vendredi 6 juin, Bernard Remy, militant CFDT et PSU est jugé au Tribunal permanent des forces armées (TPFA) de Bordeaux pour insoumission. Ce TPFA est réputé pour être l'un des plus durs de France. Aussi notre soutien doit-il doubler de vigueur.

Le PSU et la CFDT ont tenu à manifester leur solidarité à Bernard Remy et aux autres emprisonnés en dénonçant la justice militaire et l'armée anti-ouvrière au cours d'un meeting, le jeudi 29 mai, à Bordeaux. Geneviève Petitot pour le PSU et M. Bourg, secrétaire de l'UD-CFDT, ont tous deux dénoncé le rôle politique, idéologique et économique de l'armée et appelé à l'organisation des soldats, en syndicats regroupant les appelés et les engagés en liaison avec les centrales ouvrières.

Au cours du meeting, Manu Grillet, insoumis, jugé voici trois semaines pour refus d'obéissance, condamné à un an de prison, libéré à mi-peine parce qu'il a été réformé, a expliqué ses conditions de détention et a dénoncé les nombreux sévices que les emprisonnés subissent à Bordeaux. Il témoigne ici de son combat et de celui de Bernard Remy.

TS : Peux-tu parler des conditions de détention des emprisonnés militaires à Gradignan et dans le reste de la France ?

Manu Grillet : D'abord, il y a 15 000 emprisonnés militaires par an en France, dont 5 000 en permanence. 350 environ passent par la prison de Gradignan. La plupart des déserteurs viennent des RPIMA (paras) de Castres, Bayonne, Pau, Mont-de-Marsan.

Les militaires « primaires » (première condamnation) prennent 4 mois de prison ferme, 2 mois aux arrêts de rigueur dans des conditions de salubrité et de dignité odieuses, sans possibilité de voir un avocat pour préparer leur défense afin de faire respecter leurs droits. Ils sont soumis à l'arbitraire total du chef de corps.

A leur inculpation dans la maison d'arrêt, ils sont totalement livrés à eux-mêmes, sans être informés de leurs droits, sans assistance sociale efficace. La justice militaire ne tient absolument pas compte du milieu d'apparition de ce qu'elle appelle un délit.

TS : On a fait beaucoup de publicité, et c'est tant mieux, autour du procès de Draguignan ; le procès des 3 de Draguignan, celui de Tournel, ont eu un grand

retentissement ; mais on connaît moins bien les conditions dans lesquelles sont jugés quotidiennement déserteurs et insoumis.

M.G. : Le militaire déserteur est inculpé dans les cinq jours suivant son incarcération à la maison d'arrêt, et c'est à ce moment-là, qu'il verra son juge d'instruction. C'est d'ailleurs la seule fois qu'il le rencontrera (toutes les formalités administratives sont faites par l'intermédiaire d'huissiers). Il descendra au greffe pour signer les citations à comparaître, aura un avocat commis d'office qu'il ne rencontrera que quelques minutes avant le procès.

Il prendra 4 mois minimum pour une première désertion (il n'est pas rare de voir des verdicts de 6 mois pour des primaires). Jamais il ne pourra bénéficier du régime général des prisons, c'est-à-dire de la liberté provisoire, de la grâce. Il n'aura jamais de permission octroyée par le juge d'application des peines.

Le détenu n'est jamais informé de ses droits au niveau de sa défense ; il est livré constamment à l'arbitraire du juge d'instruction et du commissaire du gouvernement, qui, considérant la désertion comme un délit grave, ont une attitude très ferme à son égard.

TS : En prison, tu as rencontré Bernard Remy et vous avez mené un combat ensemble pour l'organisation des prisonniers. Peux-tu nous en parler ?

M.G. : J'ai vécu avec Remy lors de sa détention à Gradignan, avant que l'arbitraire du pouvoir et la collusion de la justice avec l'armée ne nous séparent sans motif ni explication, ni justification.

tion, lui à Bayonne, moi à Niort, dans de petites maisons d'arrêt où un isolement total était plus facile à réaliser.

Lors de cet isolement total, 24 h sur 24, on ne voit que des surveillants à qui on a conseillé de ne pas nous adresser la parole ; les détenus sont tous renfermés dans leur cellule. Le courrier a huit jours de retard : les lettres sont censurées par les responsables de la prison, le juge d'instruction et maintenant par le commissaire du gouvernement qui peut retenir le courrier sans autre motif que « les besoins de l'instruction ».

A Gradignan nous avons créé un **syndicat de militaires emprisonnés** en cours d'affiliation à la CFDT, pour que les droits des détenus soient défendus à l'intérieur même de la prison.

Bernard doit être jugé le 6 juin par le TPFA de Bordeaux et risque deux ans de prison ferme pour refus d'obéissance. Nous ferons en sorte que son procès soit celui de l'armée et de la justice militaire.

TS : La mobilisation autour des déserteurs et insoumis est souvent assumée par des comités conjoncturels, si bien qu'une fois le procès passé, on se retrouve désarmé face au prochain. Ainsi la justice militaire a les mains libres. Ce problème ne peut-il pas être pris en charge par des organes permanents, tels que les organisations de défense des appelés et des déserteurs ?

M.G. : Ce problème m'apparaît comme le plus important, après six mois de détention avec les emprisonnés.

En effet, il faut que des comités permanents de soutien aux emprisonnés militaires se créent et puissent agir sur toutes les maisons d'arrêt où sont gardés les soldats. Il ne faut plus que des milliers de militaires soient emprisonnés et jugés dans le plus grand secret, laissant ainsi au pouvoir armé toute latitude.

Il faut que des collectifs d'avocats, en relation avec les organisations civiles de défense des appelés et le syndicat de la Magistrature, organisent des actions de défense à longue échéance. Il s'avère payant que, systématiquement, les détenus préparent leur défense et ne soient plus jugés à la sauvette, dans le mépris le plus total de la loi. D'autre part, ces formes d'action coûtent cher. Il faut que nous ayons les moyens d'assumer cette organisation.

Propos recueillis par Gilbert TIBERGHEN

Pour les libertés syndicales à l'armée

Le dernier collectif national d'Informations pour les droits du soldat (IDS) a décidé de lancer une campagne pour l'application des droits syndicaux aux soldats.

Dans une « lettre ouverte aux parlementaires » IDS leur demande de prendre position pour l'abrogation des articles 9, 10 et 11 du statut général des militaires (qui interdisent les droits d'association, de grève, d'expression, etc.) et pour une législation garantissant les libertés syndicales. Déjà, dans des localités, des délégations de militants sont allées voir les élus pour leur demander de prendre position par rapport à cette lettre.

De plus un appel aux syndicats ouvriers est en prévision, leur faisant des propositions fraternelles pour un soutien actif au mouvement des soldats qui luttent pour l'instauration d'un syndicat de soldats.

Un meeting est prévu à Paris le 12 juin, avec des représentants du VVDM, (le syndicat des soldats hollandais), des militants de la CFDT, des soldats, ainsi que le RP Cardonnel et Roger Foirier...

Pour prendre contact : BP 112 - 75825 Paris Cédex 17.

Neuf militants et sympathisants d'Informations pour les Droits du Soldat, dont certains sont militants du PSU, sont actuellement inquiétés par la justice. Une commission rogatoire a été ouverte, sur une « intervention ministérielle » ; ils avaient diffusé des tracts aux soldats chargés de ramasser les ordures en novembre dernier.

vient de paraître

Naissance d'une fédération P.S.U.

Nord - 1955 - 1963 Bernard Grelle
En vente aux Editions Syros
9 Rue Borromée - 75015 PARIS

une nouvelle thérapeutique du militantisme ?

la revue **sexpol** SEXOLOGIE POLITIQUE

L'entretien avec Gérard Ponthieu, directeur de la revue **Sexpol**, que nous publions ci-dessous engage dans **TS** un débat primordial. A travers les colonnes de notre courrier des lecteurs, un premier débat s'est instauré, à propos précisément de la revue **Sexpol**. Nous avons donc cru utile d'y revenir. Car le problème existe et notre choix autogestionnaire nous amène d'autant plus à en parler.

Les questions que nous avons posées à Gérard Ponthieu expriment le souci suivant : certes la bourgeoisie, à travers les « moules » institutionnels qui forment notre structure mentale, réprime ou dévie l'expression de nos désirs. Oui, il y a répression de la sexualité et le plus souvent intériorisée — et reproduite y compris par les militants révolutionnaires —. Mais est-il possible de lutter contre cette répression sans poser simultanément la question de « quelle sexualité ? » (ou plus exactement de la nature des désirs sexuels dans une société d'oppression où la marchandise est reine).

Car derrière, ou à travers, les interdits, se profile (et agit) un modèle dominant de relations sexuelles qui baigne dans l'idéologie de la domination.

Ainsi, la diffusion de ce modèle (recherche de l'orgasme par la pratique de la pénétration, précédée par des caresses préliminaires « techniquement » bien faites sur des zones érogènes préalablement répertoriées) lié à la procréation, comme sa répression, sont en réalité les deux aspects d'une même misère.

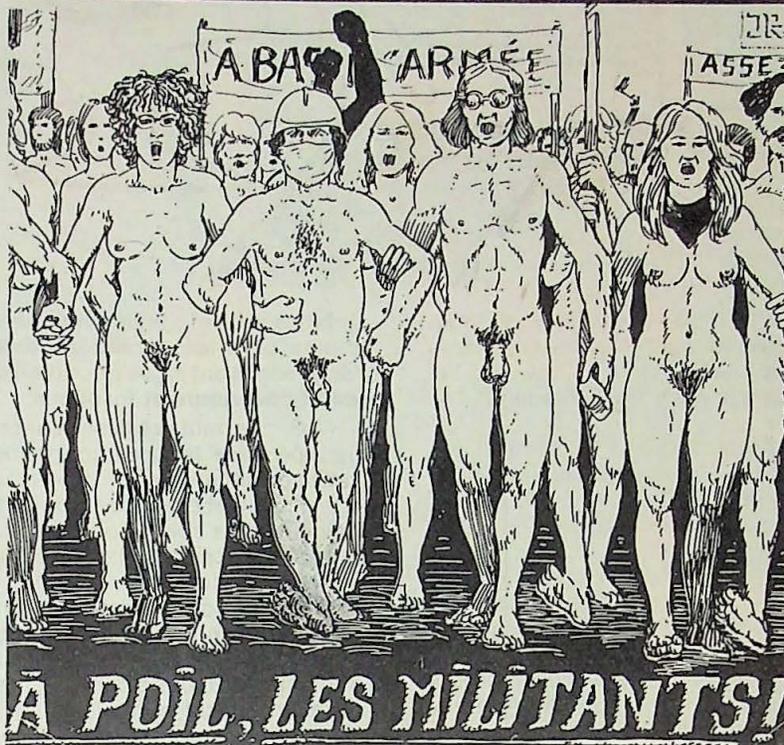
Mais c'est à ceux qui sont les plus opprimés dans leur sexualité (femmes, homosexuels, enfants, vieux, immigrés...) de parler.

TS : Votre revue s'attache à établir une relation entre sexualité et politique. Elle reprend le titre d'un mouvement créé par W. Reich à partir des Jeunesses Communistes allemandes dans les années 30. Avez-vous l'ambition d'établir une politique sexuelle ?

Gérard Ponthieu : Tout d'abord un mot au sujet des lettres publiées dans **TS**. Elles sont représentatives des réactions auxquelles on va devoir s'affronter car un de nos objectifs est de ne pas nous couper de la lutte politique et sociale.

Il s'agit pour nous d'exprimer le fossé entre le discours politique et le vécu, de montrer à quel point ce fossé figure l'absence, dans les préoccupations avouées des partis, des questions dites « personnelles » et « affectives ». Nous voulons montrer l'aspect irrationnel de la pratique politique.

Dans ce sens, définir une politique sexuelle est difficile. Est-ce



qu'il s'agit de poser la politique en termes de sexualité ou la sexualité en termes politiques ? Il y a un rapport de l'un à l'autre. C'est ce rapport qu'on essaie d'exprimer dans la revue.

TS : Dans votre numéro sur la sexualité des militants, vous dénoncez à juste titre l'exclusion de cet aspect décisif de la vie sociale de l'intervention révolutionnaire. Pour la facilité de votre démonstration, vous tracez un portrait caricatural « du » militant : « le » militant qui « déserte la vie vivante », qui « ignore le don », qui « se sacrifie », qui « s'occupe des autres », etc. N'y a-t-il pas dans la construction de cet « épouvantail » une idéologie élitiste du type : « le militantisme, dernier stade de l'aliénation » ? Et puis, qui êtes-vous pour en parler de cette manière ?

G.P. : C'est vrai qu'il y a un aspect caricatural dans certains articles. C'est conscient dans la mesure où ils émanent d'anciens militants « purs-durs », peu disposés à perpétuer leur propre « espèce ». D'où certains aspects outranciers qui ne doivent pas faire oublier l'ensemble de ce numéro.

Les auteurs sont impliqués dans leurs écrits. Ils parlent en connaissance de cause et ne se prétendent pas à l'abri de leur propre critique. Mais nous pensons avoir atteint un certain degré de conscience de notre capacité de « désaliénation » qu'on est pressé de partager.

Nous avons conscience qu'il s'agit là d'un travail sur le moyen, voire le long terme, qui ne nie pas pour autant la nécessité de mener des luttes dans l'immédiat. On

peut dire qu'il s'agit là davantage d'une préoccupation de prophylaxie de la misère sexuelle plutôt que de thérapeutique immédiate.

TS : Tu parles de « prophylaxie », de « thérapeutique ». Un de vos collaborateurs écrit : « la critique du militantisme est plus facile à faire que son traitement. » Etes-vous de nouveaux médecins ?

G.P. : Du point de vue aussi bien de la santé que du « bonheur social », on ne peut nier l'importance de la satisfaction du plaisir et donc du plaisir sexuel. On ne peut imaginer l'existence d'individus sexuellement comblés dans une société qui combat cette satisfaction comme toute satisfaction de « vie vivante ». On ne peut imaginer non plus l'idéal du militant politique comme individu sublimant dans la politique son insatisfaction génitale. Au contraire, nous prétendons que le vouloir vivre d'un militant ne peut que rejoindre et stimuler toute véritable politique révolutionnaire. De même qu'on peut se passer de médecins, non pas par une opération magique mais par la connaissance, de même doit-on pouvoir se passer de politiciens (et c'est là qu'on rejoint l'idée de l'autogestion très présente chez Reich qui faisait le parallèle entre auto-régulation sociale et auto-régulation biologique qu'il résumait dans sa formule : « la nature est assez forte pour se sauver elle-même »). On n'est pas des médecins, ni des « savants », on veut seulement partager nos préoccupations.

TS : On a l'impression que la question de la libération sexuelle est traitée par vous du point de

vue du modèle sexuel dominant : au « demain, on baisera gratis », vous semblez opposer le « baisons plus et tout de suite ». J'ai l'impression que ça passe à côté de tout un questionnement nécessaire de la nature même du désir sexuel en régime capitaliste.

G.P. : On ne croit pas du tout qu'il existe un modèle sexuel dominant qu'il suffirait de dénoncer, mais bien plutôt une incapacité de tous les instants de tous les individus, à quelques exceptions près, à percevoir les exigences, les désirs profonds de leur propre vie. Chacun y est à peu près empêché non seulement du fait de la pression sociale, morale et culturelle, mais aussi du fait de ses propres blocages organiques.

Il y a évidemment un rapport de cause à effet entre ces faits. Nous pensons que la politique ne peut ignorer la réalité intense de ce rapport, du moins ne devrait-elle pas l'ignorer. On ne peut nier la nécessité qu'il y a à saisir simultanément les deux aspects du « mal de vivre ». Les dos voutés, les teints gris, l'œil triste, l'insuffisance respiratoire des individus sont des problèmes politiques que la politique ignore.

Notre propos n'est donc pas d'établir une quelconque norme, ou contre-norme, ce qui revient au même, concernant la sexualité mais au contraire de montrer que son accomplissement absolu ne peut relever que d'une infinie liberté — à conquérir évidemment.

TS : Il s'agit en réalité d'articuler la lutte de classe, telle qu'elle se développe « naturellement » (et qui « produit » les militants) avec la lutte spécifique sur le front de la répression sexuelle. Quels sont les axes d'un tel combat ? Quelles sont les luttes qui peuvent être menées ?

G.P. : Débloquent les gens, dans un premier temps, au niveau de l'expression et nous débloquent nous-mêmes et tous ceux qui écrivent dans la revue, c'est-à-dire contribuent à mettre chacun « à poil », notamment en faisant tomber les masques intérieurs, c'est là un des premiers objectifs qu'on poursuit. Il s'agit donc de faire tomber ce que Reich appelait la cuirasse caractérielle qui est la résultante de tout ce qui nous empêche d'être entiers. La faire tomber n'est pas un objectif en soi dans la mesure où on risquerait de produire de véritables inadaptés sociaux qui se retrouveraient sans défense contre toutes les agressions. Il s'agit donc bien d'un même problème : celui de la simultanéité nécessaire de la libération sociale et individuelle. En ce qui concerne les luttes à mener, nous avons besoin de relais dans la recherche comme dans l'action.

Propos recueillis par
Maurice NAJMAN ■

football, alcool, fric et violence :

la faillite du sport spectacle

Le « Bayern » de Munich a battu les Anglais de Leeds United par 2 à 0 en finale de la Coupe d'Europe des Clubs, au Parc des Princes. Peu importe en fait. Ce qui mérite un examen plus attentif ce sont les à-côtés de ce match de football. Il y a là tout ce qu'il faut pour condamner cette forme de sport : la violence, l'argent, l'exploitation méthodique d'une foule fanatisée, gavée d'alcool et de slogans nationalistes.

Bilan sportif de la soirée : un mauvais spectacle de l'avis général. Paralysées par l'enjeu sportif et financier, les deux équipes ont fait de l'« anti-jeu », hésitant à se livrer à fond, toujours en défense. L'arbitre, seul Français sur le terrain (en dehors des dizaines de C.R.S.), a eu plusieurs décisions malheureuses. Deux Allemands ont été blessés ; l'un d'eux a quitté la pelouse sur une civière. Bref, un match normal à ce niveau.

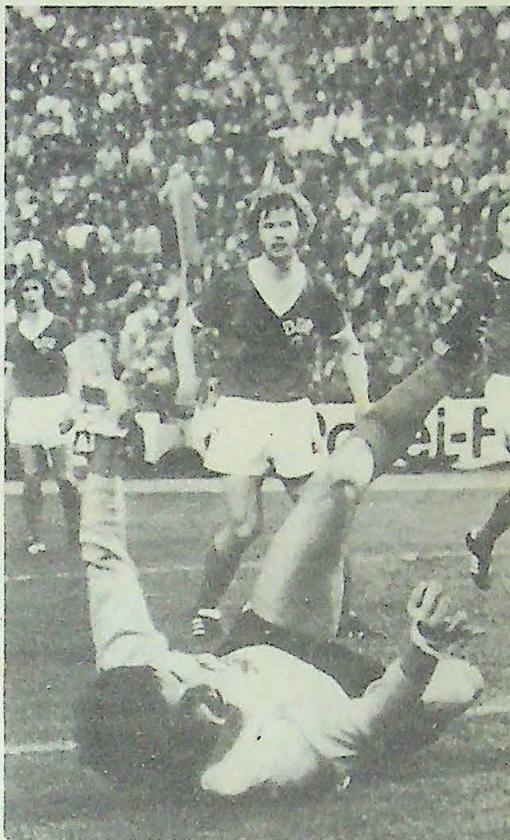
quelque chose de pourri

La violence, ce soir-là, était surtout dans les tribunes. Toute la journée, aux alentours du Parc, les cafés avaient fait le plein, la bière avait coulé à flot. Avant la rencontre, on relevait déjà des vitres brisées, un super-marché pillé, quelques passants forcés à crier « Vive Leeds » ou « Vive le Bayern ». Presque de la routine. Mais quand, en quelques minutes, l'arbitre refusa un but à Leeds et en accorda un, puis deux, au Bayern, ce fut du délire. Les partisans de Leeds devaient terminer la soirée en beauté : quelques centaines de sièges quittaient la tribune pour la pelouse, les C.R.S. intervenaient. Plus tard, dans la rue, on notait encore quelques menus pillages, destructions ou agressions. Dès le lendemain, l'ambassadeur de Grande-Bretagne exprimait ses regrets.

De tels comportements ne sont pas propres aux Anglais : à une autre échelle, on les retrouve presque chaque dimanche sur nos

terrains de football ou de rugby. Il y a quelque chose de pourri dans le monde du sport-spectacle. Que l'on arrache les sièges de notre beau Parc des Princes, monument sportif de prestige qui n'a déjà plus de pelouse, passe encore. Mais que des milliers de braves gens se pressent dans des tribunes pour vivre le sport par procuration, qu'ils s'ennivrent d'alcool et de slogans au point de s'entretuer, voilà qui est plus grave. Combien d'entre eux font réellement du sport ? Assez peu sans doute. Comme dans la vie de tous les jours, ils sont les spectateurs passifs des actions et des décisions que les autres prennent pour eux. Leur mécontentement, fait de toutes les frustrations et des rebuffades de la vie quotidienne, n'a pas d'autre issue qu'une violence aveugle, qui retombe vite et sert finalement d'exutoire.

Intéressant sur le plan politique, un tel dévouement l'est encore plus sur celui de l'argent. Le déplacement de milliers de spectateurs auxquels on promet du pain, des jeux et le « Gay Paris », c'est d'un bon rapport pour quelques organisateurs de voyages. La re-



cette du match lui-même s'est élevée à près de 2,3 millions de francs (nouveaux, bien sûr). L'Etat en empoche 30 % sous forme de taxes. Le reste se partage entre les diverses fédérations françaises ou internationales. Les clubs de Leeds et de Munich ont reçu chacun 550 000 F. Heureusement pour les joueurs, cette misère a été complétée par des primes substantielles : au Bayern, la victoire a valu 55 000 F à chacun des joueurs ; ils s'ajoutent évidemment à un salaire de base variable selon les talents individuels. Pour Leeds, ce « fixe » serait de l'ordre de 150 000 F par an. Rappelons qu'en France les clubs professionnels sont toujours constitués sous forme d'associations, et non de sociétés commerciales : ils ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés... Cela explique, avec les ambitions trop voyantes de quelques dirigeants, certains scandales financiers et fiscaux, comme ceux qui se sont produits à Marseille.

Quand tous les regards se concentrent sur onze joueurs, le sport de masse passe au second plan, au moins en France. Les dizaines de millions consacrés par certaines municipalités pour entretenir leur équipe professionnelle ne retombent pas forcément sur le pratiquant amateur. Les dirigeants de clubs professionnels et les responsables politiques ont des excuses toutes prêtes : ils condamnent ces excès regrettables, dont ils ne sont en rien responsables. Et puis la politique de la vedette est nécessaire : soutenir grassement des clubs professionnels, favoriser la douzaine de Français capables de ramener des médailles olympiques, ce serait faire connaître le sport et promouvoir le « sport pour tous ». Rien n'est moins sûr : avec son million de licenciés, la (trop) puissante fédération de football est incapable de dégager onze joueurs capables de battre la modeste équipe d'Islande. Elite et masse ne sont pas liées directement.

à la caisse

De plus, en montrant ces vedettes en exemple, on aboutit à des bilans assez tristes : cette saison de rugby, en France, se solde par un mort, des dizaines de blessés graves et des haines durables. En football, il est courant aujourd'hui de voir des équipes cadettes « passer à la caisse » chaque dimanche à la fin du match.

Dans une société où le tiercé a pour fonction avouée d'améliorer la race chevaline, il reste à promouvoir une conception du sport qui améliorerait la race humaine. A coup sûr le sport-spectacle n'y contribue pas.

Jean-François ROUGE

pour aller à la fête du psu

parc paysager de La Courneuve

Par la route

Autoroute A-1 : Sortie 4 Stains-Garges-les-Gonesses (suivre la signalisation jusqu'au parking).

Route : porte de La Villette, puis R.N. 2 et suivre la signalisation jusqu'au parking.

Par l'autobus

au « Globe de Stains »

Le 250 A, de la porte de La Villette.

Le 250 B, de Garges-les-Gonesses (La Dame-Blanche), porte de La Chapelle.

Le 142, de Saint-Denis (carrefour Pleyel porte de Paris, Henri-Barbusse).

Aux « Six routes de La Courneuve »

Le 150, venant de la porte de La Villette.

Le 143, venant de Rosny-sous-Bois.

Le 302, venant de la porte de La Chapelle.

Le 177, venant de la porte de Clichy.

A « La Courneuve-Cimetière »

Descendre à la station Aubervilliers-La Courneuve, que l'on vienne de Paris-Gare du Nord ou de Seine-et-Marne, de Mitry-Mory, Villeparisis, Villepinte, Sevran, Aulnay-sous-Bois, Drancy ou Le Bourget.

Par le train

Descendre à la station Aubervilliers-La Courneuve, que l'on vienne de Paris-Gare

du Nord ou de Seine-et-Marne, de Mitry-Mory, Villeparisis, Villepinte, Sevran, Aulnay-sous-Bois, Drancy ou Le Bourget.

